

Numéro 158 du 10 octobre 1983 - 10FF - 70FB - 4FS

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

**Troupes
impérialistes
hors du Liban**



Le ministre français de la Défense, Charles Hernu, au Liban. (DR)

BRESIL



**Le mouvement
ouvrier entre
deux grèves
générales**

PHILIPPINES

La lutte de l'opposition ouvrière et populaire contre la dictature

Sommaire du numéro 158 du 10 octobre 1983

- | | | | |
|----|-------------|---|--|
| 3 | LIBAN | Les enjeux du dernier cessez-le-feu | Salah JABER |
| 7 | BRESIL | Le mouvement ouvrier entre deux grèves générales | Jorge BUARQUE |
| 13 | NICARAGUA | Blocus impérialiste et lutte pour l'indépendance économique | De notre envoyé spécial
Jean-Claude BERNARD |
| 18 | PHILIPPINES | La lutte de l'opposition ouvrière et populaire
contre la dictature | Paul PETITJEAN |
| 23 | CANADA | La campagne pour la défense des cliniques d'avortement
indépendantes | Penny DUGGAN |
| 26 | | NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE
TURQUIE : Nouvelle vague de grèves de la faim des détenus. ISRAEL : Solidarité avec les soldats
israéliens réprimés. PHILIPPINES : Déclaration du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale. | |
| 28 | POLOGNE | Les bureaucrates contre les militants du KOR | Cyril SMUGA |

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT 25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF. Afrique et Amériques : 265 FF. Asie : 290 FF.

Pli fermé : France, 300 FF. Tous les autres pays (par voie de surface), 320 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

Les enjeux du dernier cessez-le-feu

APRES plusieurs mois d'affrontements et une intervention directe des forces impérialistes dans les combats, dont celle de l'aviation française (cf. *Inprecor* numéro 157, du 26 septembre 1983), un cessez-le-feu a finalement été proclamé au Liban, le 25 septembre dernier. Celui-ci n'est que le plus récent d'une longue série, dans ce pays où la guerre semble interminable et a souvent changé de visage.

Pour comprendre ce nouvel épisode de la guerre du Liban et sa possible évolution, il faut le resituer dans le contexte de la situation créée par l'invasion israélienne du pays, en juin 1982.

Salah JABER

L'opération « Paix en Galilée », déclenchée par le Premier ministre Menahem Begin et son ministre de la Défense, Ariel Sharon, en juin 1982, avait deux objectifs. Un premier objectif, minimal, atteint dès les premiers jours de l'invasion, à savoir l'occupation d'une zone de 45 km de profondeur au Liban-Sud, zone délimitée par la rivière Awali. Et un second objectif, maximal celui-là, cher à Sharon, à savoir la destruction de l'infrastructure autonome de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et l'établissement, à Beyrouth, d'un gouvernement central fort, allié à Israël. Les dirigeants sionistes ne se cachaient point de vouloir permettre à Béchir Gemayel, leader des Forces libanaises — milices chrétiennes fascistes, alliées d'Israël — d'accéder à la présidence de la République libanaise.

DE L'INTERVENTION ISRAËLIENNE AU GOUVERNEMENT D'AMINE GEMAYEL

Ce second objectif faillit être atteint. Begin et Sharon obtinrent le retrait des combattants palestiniens de Beyrouth, leur dernière place forte autonome, et parrainèrent l'« élection » de leur allié, Béchir Gemayel, au poste qu'il brigait. C'est là, cependant, que les problèmes commencèrent. Emporté par son simplisme réactionnaire, Ariel Sharon oubliait qu'à la différence de son homologue égyptienne, la bourgeoisie libanaise ne pouvait survivre à un boycott de la part des pays arabes.

Tirant en effet l'essentiel de ses profits de ses relations avec l'« hinterland » (arrière-pays) arabe, la bourgeoisie libanaise ne peut, en effet, s'offrir le luxe d'une rupture avec celui-ci. C'est pourquoi Béchir Gemayel lui-même, une fois « élu », dut adapter ses ambitions politiques. Il dut se rétracter quant au traité de paix qu'il avait promis aux dirigeants israéliens et leur offrir en échange la promesse d'un pâle traité de sécurité. Il chercha à se libérer de l'hypothèque israélienne

en multipliant les déclarations d'allégeance aux Etats-Unis. Mais, en définitive, le leader fasciste serait resté tributaire d'Israël, son « élection » ayant été contestée par la Syrie et par la grande majorité des courants politiques musulmans libanais. Son assassinat, le 14 septembre 1982, mit fin à toutes les supputations en ce domaine.

Désigné par le Parti phalangiste — parti bourgeois chrétien réactionnaire — pour succéder à son frère assassiné, Amine Gemayel fut élu à son tour à la présidence de la République libanaise, mais dans des conditions autrement plus favorables. Alors que l'armée israélienne, prenant prétexte de l'assassinat de Béchir, avait occupé Beyrouth et s'était emparée des énormes stocks d'armes de la gauche libanaise, y compris de ceux que lui avait légué la résistance palestinienne, Amine Gemayel put jouir, lors de son élection, du plus large consensus national jamais réalisé autour d'un président libanais au début de son mandat.

L'unanimité de la bourgeoisie libanaise, toutes communautés confondues, rare en soi et devenue impossible depuis fort longtemps, se refit néanmoins autour de lui. La gauche libanaise elle-même, staliniens et nassériens notamment, proclama ses bonnes dispositions à son égard. Quant à la population libanaise, elle ne pouvait, dans ces conditions, qu'investir le nouveau président de ses espoirs de paix et de stabilité dans une entente intercommunautaire retrouvée. Lasse de sept années de guerre, la population libanaise espérait ardemment avoir trouvé son « sauveur ». Qui plus est, l'unanimité autour d'Amine Gemayel dépassa le cadre national pour s'étendre à l'ensemble des Etats arabes de la région et aux grandes puissances de la planète. La Syrie, qui avait dénoncé avec véhémence l'élection de Béchir Gemayel, adressa ses félicitations à son successeur.

Dans le camp réactionnaire, seuls les dirigeants israéliens et les fascistes des Forces libanaises avaient des raisons de ne pas se réjouir. L'unanimité autour du nouveau président était, en effet, largement due à sa réputation de « modéré »

— contrairement à celle de son frère assassiné —, soucieux de préserver de bons liens entre le pouvoir et les musulmans libanais, et entre le Liban et les Etats arabes de la région. Beaucoup plus représentatif des intérêts bien compris de la bourgeoisie libanaise que ne l'était son frère, Amine Gemayel, lui-même homme d'affaires, ne pouvait en aucun cas choisir l'option israélienne. Sa voie était toute tracée. Il devait s'appuyer sur les deux pôles entre lesquels s'effectue l'intervention économique de la bourgeoisie libanaise, l'impérialisme mondial, et, en premier lieu, les Etats-Unis d'une part, et les Etats pétroliers arabes, dont surtout l'Arabie saoudite, d'autre part. Ces appuis lui ayant été accordés sans réserves, il ne restait plus à Amine Gemayel qu'à manœuvrer habilement pour conserver ses atouts de départ et réaliser le projet bonapartiste dont il se fit l'expression lorsqu'il affirma, le jour de son investiture, qu'il maintiendrait la présidence « au-dessus du conflit des partis et des communautés ».

LES RAISONS D'UNE FAILLITE

Il n'est nul besoin de grandes démonstrations pour affirmer aujourd'hui que le bilan d'un an de présidence d'Amine Gemayel est celui d'une faillite lamentable. Il nous faut seulement expliquer comment le nouveau président s'y est pris pour dilapider le capital politique très précieux dont il disposait au départ, ce consensus intérieur et arabe autour de sa personne.

Sur le plan intérieur d'abord, Amine Gemayel, contrairement à son engagement, est très vite apparu comme le représentant d'un parti et d'une communauté. Tributaire de son parti, le parti maronite réactionnaire des Phalanges, dirigé par son propre père, Gemayel fils dut, bon gré mal gré, désigner des phalangistes ou apparentés à tous les postes clés de l'appareil étatique, et notamment à la direction des principaux organes de toute dictature musclée : l'armée, les services de renseignement militaires et la sûreté générale.

Ainsi, la dictature militaire avec un gouvernement civil qui s'établit alors dans la zone de Beyrouth, loin de prendre une allure bonapartiste, apparut bien plutôt pour ce qu'elle était en fait : une dictature phalangiste. En outre, Amine Gemayel désigna à la présidence du Conseil des ministres, deuxième poste de l'Etat et premier poste musulman selon la répartition traditionnelle en vigueur depuis 1943 (1), une personnalité musulmane tout à fait effacée, le falot Chafik

1. C'est sur la base du dernier recensement de population disponible qu'en 1943, au terme du mandat de protectorat de la France au Liban, il fut décidé un « pacte national » pour une représentation prétendument équitable des différentes communautés au pouvoir central. En vertu de ces décisions, le président de la République devait être maronite, le président du Conseil un musulman sunnite, le président de la Chambre un chiïte, le ministre des Affaires étrangères un grec-orthodoxe, etc. Ce « pacte national » consacrait en fait l'hégémonie politique de la bourgeoisie chrétienne maronite.

El-Wazzan. Le cabinet gouvernemental fut composé d'illustres inconnus, ne disposant d'aucune représentativité réelle.

Ces pratiques, pour le moins maldroitées du point de vue du projet initial d'Amine Gemayel, furent prolongées par diverses nominations de fonctionnaires, phalangistes bien entendu, au fil des semaines. Elles eurent pour résultat inévitable d'aliéner progressivement à Gemayel la sympathie des masses musulmanes libanaises, qui s'était notamment manifestée, au début de son mandat, par la profusion des portraits présidentiels dans Beyrouth-Ouest. Les mêmes pratiques, et à plus forte raison encore, aliénèrent au nouveau président les dispositions favorables de l'« Islam politique » libanais, non pas tant la bourgeoisie musulmane traditionnelle représentée au Parlement que les courants politiques bourgeois musulmans « combattants » qui se sont affirmés depuis 1975, et qui ne sont représentés dans aucune institution étatique.

Ces trois courants politiques émanant de trois communautés musulmanes attendaient en effet de Gemayel qu'il les fasse participer au pouvoir en proportion de leur influence réelle : le courant nassérien sunnite, dont l'organisation la plus connue est celle des Mourabitoun, le plus faible des trois pour des raisons sociologiques, mais aussi, parce que contrairement aux deux autres, il a été désarmé par l'invasion israélienne de Beyrouth en septembre 1982 ; le courant confessionnel chiite représenté par l'organisation Amal, dont le recrutement s'est effectué au cours des dernières années autour des thèmes de l'anticommunisme, de l'hostilité aux Palestiniens, et de la défense des revendications socio-confessionnelles chiites, ce dernier élément prenant le dessus au cours des derniers mois face au régime Gemayel ; enfin, le courant confessionnel druze représenté par Walid Joumblatt, leader féodal-bourgeois du soi-disant Parti socialiste progressiste (PSP), membre de l'Internationale socialiste et à la remorque duquel se placent les staliniens libanais (2).

Pour que l'opposition de ces trois courants au gouvernement de Gemayel se traduise en affrontements avec l'armée « légale », il faudra la rupture d'un autre soutien au régime, celui de la Syrie, à laquelle les trois courants sont liés à des degrés divers.

DÉSACCORD ET ACCORD LIBANO-ISRAËLIEN

Mais avant d'en venir à la rupture proprement dite de Gemayel avec la Syrie, il nous faut revenir aux relations du régime Gemayel avec Israël, dont cette rupture fut une des conséquences. En fait, Gemayel a réussi en un an la prouesse de se mettre tout le monde à dos, sauf ses protecteurs impérialistes. Avec Israël, il était déjà en froid dès son arrivée au gouvernement, ayant exprimé d'emblée la priorité qu'il accordait à ses relations avec les pays arabes. En outre, les dirigeants israéliens en voulaient âprement aux pha-

Troupes impérialistes hors du Liban

Appel du Bureau du Secrétariat unifié (SU) de la IVE Internationale

Pour la première fois depuis la fin de la guerre du Vietnam, l'armée américaine, première armée impérialiste du monde, utilise sa puissance de feu pour défendre un autre régime fantoche. L'artillerie de la marine américaine, dans la pire tradition de la politique de la canonnrière, pilonne au Liban les positions des combattants opposés au régime réactionnaire du phalangiste Amine Gemayel, qui est ostensiblement dépendant de Washington.

De plus, l'aviation de la sixième flotte américaine survole ces mêmes positions, menaçant d'intervenir, tandis que 2 000 « marines » se tiennent prêts à débarquer pour se joindre aux 1 200 soldats américains déjà présents aux côtés des troupes de Gemayel.

Tout ceci se déroule avec la collaboration active d'autres puissances militaires du camp impérialiste. Les soldats français, italiens et britanniques de la Force multinationale de soutien au régime de Gemayel se partagent la tâche sur le terrain avec les troupes américaines.

Les aviations française et britannique sillonnent le ciel libanais aux côtés de l'aviation américaine.

Face à cette situation, la tâche la plus urgente des militants anti-impérialistes du monde entier est de se mobiliser pour imposer le retrait total, immédiat et inconditionnel des troupes impérialistes du Liban.

— Troupes impérialistes hors du Liban !

Bureau du Secrétariat unifié (SU) de la IVE Internationale,
22 septembre 1983.

langistes d'avoir nié la participation de leurs milices aux massacres des camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila et d'en avoir rejeté la responsabilité sur la seule armée israélienne (3). C'était en effet, de la part des dirigeants libanais, une manière hypocrite et lâche de se dédouaner vis-à-vis des opinions publiques intérieure, arabe et mondiale, que le tandem Begin-Sharon et ses acolytes n'ont jamais digérée.

A ce motif de ressentiment à l'égard des phalangistes s'ajoutait, pour le pouvoir sioniste un sujet de mécontentement tout aussi profond vis-à-vis du protecteur américain des phalangistes. Non seulement en raison de la participation de Washington au rejet de toute la responsabilité des massacres de Sabra et Chatila sur le gouvernement israélien, mais aussi, et plus fondamentalement, en raison du fameux plan de Ronald Reagan, dans lequel l'administration américaine s'était prononcée, début septembre 1982, pour le gel des implantations sionistes en Cisjordanie et pour la restitution de ce territoire occupé à la Jordanie du roi Hussein (4).

La présence de leur armée au Liban deviendra, dans ces conditions, le principal atout des dirigeants israéliens dans leur confrontation avec le grand frère américain. C'était sur la base d'un marchandage donnant-donnant qu'ils exigeaient l'abandon du plan Reagan contre le retrait israélien du Liban. Mais cette condition était inacceptable pour Washington, dont les relations avec le gouvernement Begin-Sharon atteindraient alors le point le plus critique. Les dirigeants israéliens choisirent donc d'entraver les négociations sur le retrait de leurs forces du Liban, en avançant une série de conditions

irrecevables par le régime Gemayel, bien plus draconiennes que celles imposées en son temps à l'Égypte en échange du retrait israélien du Sinaï. Cependant, la présence israélienne au Liban se révéla très vite être une arme à double tranchant, dont l'un devenait de plus en plus blessant. Avec le développement de la résistance multiforme contre l'occupation sioniste, le fardeau de celle-ci s'alourdit sans cesse, neutralisant de plus en plus sa fonction d'atout diplomatique.

Le bilan de l'opération du gouvernement Begin-Sharon au Liban devenait, lui aussi, celui d'une faillite consternante. Le gouvernement israélien n'avait pas réussi à établir un régime allié au Liban. Il s'était, en outre, aliéné Washington et avait rendu l'OLP de Yasser Arafat plus crédible pour l'impérialisme mondial, dans la mesure où, paradoxalement, elle était plus faible et moins autonome que jamais, et donc apte à s'intégrer sans conditions majeures dans le plan américain.

Par réaction de dépit, les dirigeants sionistes qui avaient permis aux milices de Béchir Gemayel de pénétrer en force, durant l'été 1982, dans les régions d'Aley et du Chouf, chasses gardées du PSP de Walid Joumblatt depuis 1976, permettront ensuite à ce dernier de prendre les armes contre les Forces libanaises, et même d'en importer massivement depuis les régions

2. Walid Joumblatt était en effet président du Mouvement national libanais auquel participent, entre autres, le Parti communiste libanais.

3. Sur les massacres de Sabra et Chatila, cf. *Inprecor* numéro 133, du 27 septembre 1982.

4. Une analyse du plan Reagan est fournie par la résolution du Secrétariat unifié (SU) de la IVE Internationale intitulée « La guerre au Liban : un tournant dans la situation au Moyen-Orient » et publiée dans *Inprecor* numéro 135, du 25 octobre 1983.

contrôlées par l'armée syrienne. En clair, n'ayant pu obtenir l'établissement d'un gouvernement central libanais qui leur soit totalement dévoué, les dirigeants sionistes pariaient de nouveau sur le démembrement confessionnel du Liban. Cette vieille ambition sioniste aurait à leurs yeux le mérite de créer deux mini-Etats, l'un maronite, l'autre druze, tous deux « clients » d'Israël, le reste du pays étant partagé entre ce dernier et la Syrie. Malgré solution de rechange au regard de l'ampleur du fiasco israélien au Liban. Ariel Sharon, bouc émissaire de Menahem Begin, devait payer ; les conclusions de l'enquête sur les massacres de Sabra et Chatila en furent l'occasion. L'ex-bras droit de Begin fut remplacé au poste de ministre de la Défense par l'ex-ambassadeur israélien à Washington, Moshe Arens. L'objectif du nouveau promu était de dégager Israël du borbier libanais et de rétablir de bons rapports avec l'administration américaine.

Nouvelle vedette du gouvernement israélien, Moshe Arens exposa un point de vue très simple, se résumant comme suit : Israël ne perdrait rien en passant un accord avec le Liban « légal », même si cet accord semblait « sacrifier » le fidèle pantin d'Israël, Saad Haddad et ses milices au Liban-Sud. Et ce, pour la bonne raison que cet accord, même en ne comportant que le minimum de conditions acceptées par Amine Gemayel sur conseil de Washington, n'avait aucune chance d'être approuvé par la Syrie. Il serait donc caduc avant même d'être signé, puisque son application devait dépendre du retrait syrien du Liban. C'était une manière de satisfaire à bon compte les Américains, en envoyant la balle dans le camp des Syriens. Ceux-ci exigeant à leur tour des garanties au sujet du plateau du Golan — territoire syrien occupé par Israël depuis la guerre de 1967 — pour coopérer avec Washington, Israël resterait maître du jeu tout en prenant ses distances du borbier libanais. Il ne resterait plus alors qu'à replier l'armée israélienne sur la ligne de la rivière Awali, à l'égard de laquelle le gouvernement sioniste se comporte de plus en plus, dans les faits, comme à l'égard du Jourdain (5). Il s'en suivrait naturellement une aggravation du conflit druzo-maronite qui n'aurait rien pour déplaire à l'équipe de Menahem Begin.

LA RUPTURE GEMAYEL-ASSAD

Amine Gemayel, « conseillé » par Washington, tomba dans le piège tendu par Moshe Arens. Il se retrouva signataire, en mai 1983, d'un « accord » avec Israël sans aucune validité, mais se mettait à dos le régime syrien qui s'y opposa (6). En effet, ce dernier prit prétexte de l'accord libano-israélien pour lancer une offensive contre le régime Gemayel, grand perdant de cette opération.

Car nul n'est dupe, ce n'est pas au pouvoier phalangiste que le régime de Damas en veut. Il s'en est très bien accommodé jusqu'à la conclusion de l'accord mort-né libano-israélien, de même qu'Hafez el-Assad s'est bien allié aux phalangistes en

intervenant à leurs côtés, en 1976, contre la résistance palestinienne et la gauche libanaise. Au-delà de leur opposition actuelle aux phalangistes, ce que les dirigeants syriens recherchent, c'est la reconnaissance de la place centrale de la Syrie dans tout règlement israélo-arabe par les protecteurs américains de ces derniers.

Déjà en 1975-1976, les dirigeants baasistes syriens avaient soutenu les forces palestino-progressistes au Liban, en réaction à l'accord égypto-israélien sur le Sinaï parrainé par le diplomate américain Henry Kissinger en septembre 1975. Mais seulement jusqu'au moment où, devant la menace d'une victoire à l'arraché des forces anti-phalangistes, Washington passait un accord avec Damas, lui promettant de l'intégrer à toute démarche diplomatique ultérieure dans le cadre du règlement régional, en échange de l'intervention syrienne au Liban pour juguler l'action des Palestiniens et de la gauche libanaise (7). La lune de miel syro-américaine fut, par la suite, compromise par la victoire du Likoud aux élections israéliennes en 1977.

Dans la crise actuelle, les dirigeants syriens veulent faire comprendre à l'administration américaine que si Israël détient une clé du plan Reagan, ils en détiennent l'autre, tout aussi indispensable. La dictature du parti Baas syrien de Hafez el-Assad se retrouve aujourd'hui dans une position bien plus forte encore vis-à-vis de Washington qu'elle ne l'était en 1975-1976, et, aussi paradoxal que cela puisse paraître, en raison même de l'invasion israélienne au Liban de l'été 1982. En effet, du fait même de l'agression sioniste, la résistance palestinienne et les forces libanaises opposées aux phalangistes sont plus que jamais dépendantes de la Syrie. En même temps, s'étant soldée par un échec, cette intervention israélienne ne constitue plus une épée de Damoclès suspendue au-dessus du pouvoir syrien. Bien au contraire, le « syndrome libanais » est, aujourd'hui, au moins aussi fort dans l'opinion publique en Israël que ne l'était le « syndrome vietnamien » aux Etats-Unis après 1973. Moins que jamais le pouvoir sioniste n'est, aujourd'hui, en mesure de mener une guerre autre que défensive. Le profil bas qu'il a adopté par rapport aux affrontements qui ont lieu au Liban en est la meilleure preuve.

L'OPPOSITION LIBANAISE

Ainsi, à partir de la conclusion de l'accord israélo-libanais en mai 1983, Damas donna son feu vert à l'opposition libanaise renouvelée pour croiser le fer avec les phalangistes. Un « Front du salut national » fut constitué, groupant sous l'égide de la Syrie les trois principales figures libanaises dépendant de celle-ci : Soleiman Frangié, ex-président de la République, devenu l'ennemi des phalangistes après avoir longtemps été leur allié (jusqu'en 1978 !); Rachid Karamé, ex-président du Conseil des ministres à la même époque, aussi dépendant des Syriens que l'est sa ville, Tripoli, au Liban-Nord, et, bien entendu, Walid Joumblatt.

Les staliniens se sont, comme de coutume, alignés derrière ce Front qui n'a rien de populaire, puisqu'il est trois fois bourgeois !

Quant à l'organisation chiite Amal, sans adhérer audit Front — ce qui traduit sa relative autonomie par rapport aux Syriens — elle a vu dans l'escalade de l'opposition anti-phalangiste une occasion de manifester en force sa présence et de renégocier sa participation au pouvoir « légal », ainsi que les revendications « chiites » dont elle s'est érigée en porte-parole.

L'armée israélienne ayant exprimé son intention de se retirer incessamment jusqu'à la rivière Awali — en dépit de l'intervention pressante de Washington auprès du cabinet Begin pour différer ce retrait jusqu'à ce que les conditions soient réunies pour que l'armée libanaise « légal » puisse investir la zone évacuée par Tsahal (armée israélienne) dans le sillage de celle-ci — le signal était donné pour une bataille visant au contrôle de la région s'étendant de l'Awali jusqu'à la route Beyrouth-Damas. Auparavant, l'organisation Amal avait pris les armes à Beyrouth, et notamment dans la banlieue à dominante chiite de la capitale libanaise, pour y affirmer sa présence. A peine le retrait israélien était-il effectué, au début de l'été dernier, que la montagne du Chouf s'embrasait. Les Forces libanaises furent d'autant plus vite défaites qu'elles se battaient-là sur un terrain qui n'était pas le « leur ». L'armée « légal » libanaise prit alors le relai des phalangistes, et les combats se concentrèrent autour de la localité de Souk-El-Gharb, dont l'importance stratégique provient du fait qu'elle permet de commander les accès du sud et de l'est à la capitale.

Les forces druzes de Joumblatt, renforcées, avec la bénédiction syrienne, par des combattants palestiniens de la dissidence du Fatah, et appuyées par l'artillerie syrienne, auraient probablement pu l'emporter militairement, sonnante le glas du régime d'Amine Gemayel, si la force impérialiste multinationale présente au Liban, et en particulier la force américaine, n'était directement intervenue pour s'y opposer.

L'INTERVENTION IMPÉRIALISTE

La force multinationale, regroupant des soldats de trois puissances impérialistes, les Etats-Unis, la France et l'Italie, auxquels se sont joints par la suite ceux de la Grande-Bretagne, était intervenue à Beyrouth, en août 1982, avec un double

5. Les multiples informations concernant les préparatifs israéliens pour une occupation à long terme du Sud-Liban permettent de faire le parallèle avec l'occupation israélienne de la rive occidentale du Jourdain en Cisjordanie.

6. Des extraits de l'accord libano-israélien ont été publiés et commentés dans *Inprecor* numéro 155, du 28 juillet 1983.

7. Pour une analyse plus approfondie de la guerre civile de 1975-1976, de l'attitude de la Syrie, et de l'orientation des forces de la gauche libanaise, se reporter aux articles de Salah Jaber parus dans *Inprecor* numéro 47-48 (ancienne série), du 1er avril 1976.

langage : pour protéger les civils de Beyrouth pendant l'évacuation des combattants palestiniens, selon les uns, et pour s'assurer de la réalité de cette évacuation, selon les autres. En fait, cette force multinationale a surtout aplani le terrain devant l'invasion ultérieure de la capitale libanaise par l'armée israélienne, prenant soin de démanteler les fortifications et de déminer toute la ceinture défensive aménagée par les assiégés de Beyrouth. Une fois cette tâche accomplie, dans laquelle le contingent français se distingua particulièrement, la force multinationale se retira, laissant le champ libre devant Tshahal et ses alliés libanais, qui allaient perpétrer l'affreux massacre des camps de réfugiés de Sabra et Chatila.

De retour peu après au Liban, la force multinationale nouvelle mouture maintenait son double langage. D'après Claude Cheysson, ministre français des Relations extérieures, son rôle devait être de protéger les civils, tandis que pour Ronald Reagan, il s'agissait d'aider Amine Gemayel à construire son Etat. De fait, cette fois encore, l'intervention de la force multinationale n'eut rien de philanthropique. Ses soldats, et notamment les parachutistes français, se distinguèrent dans le ratisage de Beyrouth, aux côtés de l'armée de Gemayel, tandis que le contingent américain se spécialisait, quant à lui, dans l'entraînement des recrues de l'armée libanaise. La force multinationale était, sans aucune ambiguïté possible, non pas une force de « paix », mais bien une force de l'ordre, et pas n'importe lequel : l'ordre nouveau phalangiste.

Avec le nouvel embrasement de la guerre libanaise, durant l'été 1983, les gouvernements impérialistes partie-prenante de cette force multinationale se trouvèrent face à un dilemme, combinant le risque de s'enliser dans des sables mouvants où nombreux avant eux se sont noyés à celui d'être définitivement discredités aux yeux de leurs autres clients néo-coloniaux, par un nouveau cas de non-assistance à un régime libanais allié en danger.

C'est pourquoi Washington, en premier lieu, devait intervenir en soutien à l'armée libanaise et aux forces phalangiennes, par crainte d'ajouter le nom du président Gemayel à la liste des protégés finalement abandonnés par l'impérialisme US, où figurent déjà, pour la période récente, le shah d'Iran et Somoza au Nicaragua. Washington se devait donc d'intervenir directement dans la guerre libanaise pour démontrer aux dictatures d'Amérique centrale et d'ailleurs qu'elles ne seront pas, le moment venu, abandonnées à leur sort. Mais toujours gênée par le « syndrome » né de l'échec militaire américain au Vietnam, l'administration Reagan ne pouvait pas, tout de go, engager ses troupes dans la bataille. Elle choisit donc d'avancer prudemment mais sûrement, en brandissant la menace d'une intervention directe de ses troupes (2 000 marines se tiennent prêts à débarquer au large de Beyrouth en soutien au contingent déjà présent) et en utilisant, pour la première fois depuis la guerre du Vietnam, ses

moyens de destruction pour porter secours à un régime allié. Washington est même allé jusqu'à dévier le New Jersey, navire de guerre « le plus puissant du monde », des Caraïbes vers les eaux libanaises. Mais, en plus de l'enjeu mondial, il y avait, bien entendu, aussi un enjeu local à l'intervention impérialiste. L'administration Reagan tenait à faire comprendre aux dirigeants syriens la limite qu'ils ne devaient pas dépasser dans l'offensive militaire des forces qu'ils soutenaient.

PERSPECTIVES ET TACHES

L'intervention américaine a placé la guerre libanaise devant une impasse, rendant un accord diplomatique inévitable. Damas estimant, de son côté, que la leçon avait été assez claire pour les Américains, un cessez-le-feu put donc être proclamé, le 25 septembre dernier.

La question qui se pose est de savoir sur quoi il débouchera. La « réconciliation » sous l'égide syro-saoudienne aura-t-elle lieu comme prévu ? En d'autres termes, la bataille en cours débouchera-t-elle sur un nouveau partage du pouvoir central, ou alors sur la partition du pays ? Ces questions restent entières, mais une chose est certaine, aujourd'hui comme en 1976 : l'issue de la guerre sera déterminée par l'évolution des rapports entre la Syrie et les USA, qui reste liée à l'évolution de la politique intérieure israélienne. Si l'après-Begin, qui s'annonce avec la démission du Premier ministre israélien, donne lieu à un cabinet gouvernemental d'union nationale sioniste et si, donc, le pouvoir israélien fait preuve de meilleures dispositions à l'égard d'un règlement régional négocié, l'entente syro-américaine s'en trouvera facilitée.

En tout cas, le régime syrien cherche à montrer à Washington qu'il est non seulement en mesure de contrôler l'opposition libanaise, mais aussi la résistance palestinienne. Tel est le sens de l'ultimatum récemment adressé aux troupes palestiniennes de Yasser Arafat stationnées dans

la Bekaa (plaine libanaise où Israéliens et Syriens se trouvent face à face) pour qu'elles se replient vers le Liban-Nord, ce qu'elles firent. Quand il le jugera nécessaire, le régime syrien n'hésitera pas à intimor l'ordre, à l'ensemble des combattants palestiniens au Liban, de se regrouper là où « bon » lui semblera. Une éventuelle entente syro-américaine ne pourra déboucher que sur une réanimation du « document constitutionnel » négocié, début 1976, par les Syriens avec Frangie, alors président de la République, et resté depuis lettre morte. Cela signifierait une redistribution des cartes du pouvoir « légal » libanais entre les différentes fractions communautaires et politiques de la classe dirigeante, redistribution dans laquelle les classes laborieuses ne sont nullement concernées.

Si, par contre, Syriens et Américains ne parviennent pas à s'entendre, les combats reprendront tôt ou tard. La tâche des communistes révolutionnaires sera d'agir pour que ces combats ne dévient pas de l'unique objectif qui correspondre aujourd'hui aux intérêts des masses laborieuses, à savoir le départ des forces impérialistes et, partant, la chute du régime phalangiste de Gemayel et le démantèlement de son pouvoir.

C'est dans cette optique que les militants du Groupe communiste révolutionnaire (GCR), section de la IVe Internationale au Liban, ont participé aux récents combats. Deux camarades sont tombés dans la région de Souk-El-Gharb où ils habitaient, alors qu'ils défendaient leur village contre les attaques de l'armée de Gemayel. Ils sont tombés non pas pour Joumblatt ou pour Assad, mais pour la défense des leurs et de leur propre bannière, de leur propre programme.

C'est la tâche urgente de toute la IVe Internationale que de se joindre à la lutte des camarades libanais pour le retrait immédiat et inconditionnel des troupes impérialistes et sionistes du Liban. ■

Salah JABER
29 septembre 1983.

LE CAMARADE « FAHD » MORT AU COMBAT DANS LE CHOUF LIBANAIS

Le Groupe communiste révolutionnaire (GCR), section libanaise de la IVe Internationale, vient d'annoncer la mort d'un de ses militants, le camarade Afif Obeid (« Fahd »), récemment tombé au combat pour la défense de son village Kabr Chmoun assiégé par l'armée libanaise et les milices du parti des Phalanges.

Le camarade « Fahd » était le cadre militaire le plus expérimenté du GCR. Il avait participé à toutes les étapes de la longue guerre contre les réactionnaires libanais et leurs divers alliés, et dirigé l'engagement du GCR dans la résistance à l'invasion israélienne de 1978.

Arrêté par les troupes sionistes lors de la seconde invasion en 1982, il avait été détenu plusieurs mois au tristement célèbre camp d'Ansar. Libéré depuis quelques mois, le camarade avait rejoint son village, où il avait participé au combat contre les Forces libanaises fascistes, tout en menant la lutte contre l'occupant sioniste. A nouveau recherché par ce dernier, il avait été obligé de passer dans la clandestinité.

A la suite du récent retrait des troupes israéliennes de la région d'Aley et du Chouf, « Fahd » s'était engagé dans la défense de son village (proche de Souk-El-Gharb) contre l'offensive de l'armée réactionnaire libanaise. C'est là qu'il est tombé au combat.

Puisse son dévouement et son courage être une source d'inspiration pour les révolutionnaires du monde entier. ■

Le mouvement ouvrier entre deux grèves générales

Après la mobilisation du mois de juillet, une nouvelle grève générale est en préparation

PAYS le plus endetté du monde, le Brésil vient d'accepter, début septembre, les conditions imposées par le Fonds monétaire international (FMI) pour le déblocage de nouveaux crédits. Sans pour autant mettre fin à la spirale de l'endettement — conséquence de la dépendance économique du pays par rapport aux capitaux impérialistes qui s'est accrue dans la dernière période — la politique économique du gouvernement brésilien signifie la mise en chantier de mesures destinées à réduire sérieusement le niveau de vie des travailleurs. Plusieurs décrets-lois en ce sens ont déjà été adoptés par le gouvernement du général Figueiredo.

Toutefois, cette orientation se heurte à une opposition, à la fois dans les rangs de la bourgeoisie capitaliste, chez les partis de l'opposition bourgeoise, et au sein des masses travailleuses. La démission récente du président de la Banque centrale du Brésil, Carlos Gerald Langoni, qui a refusé de signer la « Lettre d'intention » liant le gouvernement au FMI, en déclarant que les mesures envisagées signifiaient « une misère généralisée pour le peuple brésilien » (*International Herald Tribune*, 22 septembre 1983), est un exemple du climat régnant au sein même du régime. Parallèlement à ce débat sur les rapports avec le FMI et l'endettement du pays, les forces bourgeoises sont aussi traversées par des discussions autour du choix du candidat à la succession du général Figueiredo à la présidence de la République.

Le rejet de la politique économique du gouvernement vient aussi de s'exprimer par le refus des partis d'opposition bourgeois de voter un des décrets-lois d'austérité du gouverne-

Jorge BUARQUE

En quittant le Brésil après une laborieuse négociation de nouveaux prêts au régime du général Figueiredo, le chef de la délégation du Fonds monétaire international (FMI) déclarait à la presse : « La situation du pays est imprévisible », ce qui est vrai à plusieurs titres. Les tensions sociales croissent rapidement et s'expriment à travers de grandes mobilisations telles que la grève générale appelée par 130 structures syndicales le 21 juillet dernier. La crise économique s'approfondit et aiguise les contradictions au sein des classes dominantes. Ainsi, la dictature se divise-t-elle entre différents candidats à la succession de Figueiredo, prévue pour début 1985, et certains secteurs de droite ayant participé au coup d'Etat de 1964 se situent maintenant dans l'opposition. La réduction des marges de manœuvre de la dictature s'accompagne d'un engagement croissant des partis d'opposition bourgeoise, qui se trouvent à la tête de sept Etats du pays depuis les élections de novembre 1982, dans une politique combinant la répression violente et les propositions de pacte social (1).

Mais on trouve encore plus catégorique le représentant du FMI. Manoel Pimentel, secrétaire à la Sécurité du gouvernement de Sao Paulo dirigé par le Parti du

ment du général Figueiredo, créant ainsi une majorité d'opposition contre les projets gouvernementaux.

Enfin, c'est évidemment la mobilisation et la radicalisation des masses populaires et travailleuses, qui se sont exprimées à la fois lors des manifestations spontanées contre la misère au printemps dernier à Sao Paulo et lors de la grève du 21 juillet dernier, qui représentent les éléments déterminants de la situation actuelle, et constituent l'arrière-plan des prises de position bourgeoises quant à la politique gouvernementale.

Les conditions de l'accroissement et de la centralisation de ces mobilisations contre la politique économique du gouvernement et de la dictature sont aussi largement débattues dans les rangs du mouvement ouvrier. Et malgré les manœuvres divisionnistes des syndicalistes « jaunes » et des réformistes du Parti communiste brésilien, le second Congrès de la classe travailleuse (CONCLAT) a pu se tenir fin août dernier et avancer dans la construction d'une Centrale unique des travailleurs (cf. encart page suivante).

C'est de l'ensemble de ces questions que traite l'article publié ci-dessous, en proposant une étude approfondie des mutations économiques, sociales et politiques qui sont à l'origine de tous ces phénomènes. Bien que rédigé à la mi-août 1983, notamment avant la réunion du CONCLAT, il fournit pourtant une analyse qui permet de comprendre la situation du mouvement ouvrier brésilien, principalement au niveau syndical, entre deux grèves générales. Dans un prochain numéro d'*Inprecor* nous consacrerons un article à l'étude des nouvelles exigences posées par la construction du Parti des travailleurs. ■

mouvement démocratique brésilien (PMDB), affirme que le Brésil est « au bord de graves problèmes » et annonce même « des bains de sang ». Son collègue, secrétaire au ministère du Travail, Almir Pazzionotto, explique quant à lui que les « causes qui sont à l'origine des émeutes d'avril (manifestations violentes des chômeurs de la zone sud de Sao Paulo, avec pillage des supermarchés) et de la grève générale de juillet, demeurent inchangées ». Dom Paolo Arns, l'évêque de la ville, déclare de son côté que « sans solidarité entre les familles de chômeurs, Sao Paulo aurait déjà été incendiée au moins une douzaine de fois », et il conclut que « le monde a besoin d'une révolution radicale. (2) » Toutes ces descriptions s'avèrent exactes, de même que leurs conclusions.

LES CONTRADICTIONS DU PROCESSUS D'INDUSTRIALISATION A L'ORIGINE DE LA CRISE BRÉSILIENNE

Les négociations actuelles avec le FMI ont été ouvertes en janvier de cette année par une « Lettre d'intention », dans laquelle le gouvernement brésilien s'engageait à réduire l'inflation et à respecter ses engagements vis-à-vis du FMI. Pourtant, les comptes de l'Etat présentés en mai 1983 par le gouverne-

ment brésilien ont été rejetés par le FMI. Les mesures déjà adoptées ne correspondaient pas entièrement à celles exigées par les créateurs. Les négociations actuelles de l'été 1983 ont donc une grande importance. Pour le gouvernement brésilien, elles peuvent débloquer un emprunt de 820 millions de dollars et ouvrir l'accès à un financement de 4,4 milliards. Pour le FMI, c'est le premier test d'une renégociation inévitable de la dette globale, si l'on considère la situation que connaît le pays et la pression croissante de la bourgeoisie brésilienne en faveur d'un moratoire pour le paiement de la dette.

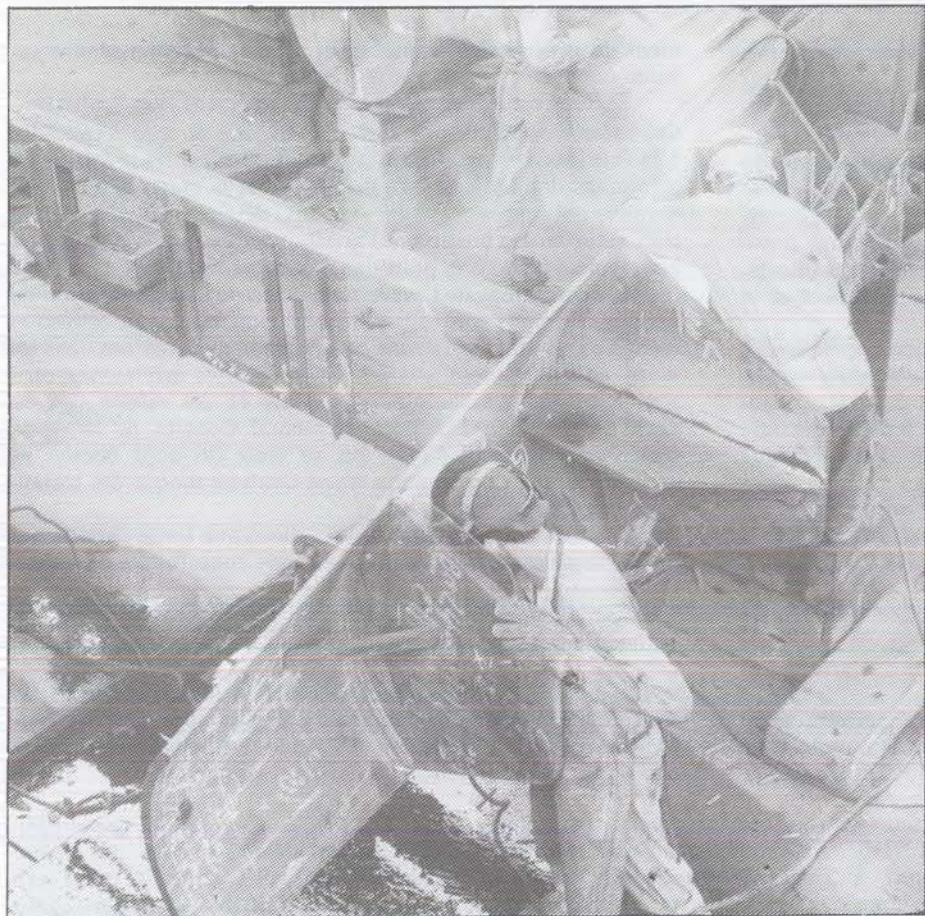
Dans cette course contre la montre, le gouvernement a proposé au Parlement, avec le décret-loi D.L. 2 045 du 14 juillet dernier, une mesure qui précise la nature du programme économique en voie de définition. En vertu de ce texte, les réajustements salariaux ne devront pas dépasser 80 % du chiffre officiel du taux de l'inflation calculé en fonction de l'indice national du prix à la consommation (INPC), qui sert de base aux réajustements de salaires semestriels, contre 100 % auparavant. Comme cet indice est déjà généralement falsifié, on peut se

1. Voir *Inprecor* numéro 155, du 18 juillet 1983.

2. *Folha do Sao Paulo*, 12 août 1983.

faire une idée du coup ainsi porté au niveau de vie des travailleurs (3). Réduire rapidement les salaires réels des travailleurs, tel est le premier axe de la politique économique de la dictature. Le gouvernement a d'ailleurs tenu à donner à ce décret une dimension toute particulière en le faisant approuver par une réunion spéciale du Conseil de sécurité nationale, une institution centrale de la dictature militaire, et en le présentant au Parlement comme une question relevant de la « sécurité nationale » (4).

des contradictions accumulées lors du processus d'industrialisation. L'insertion du Brésil dans la division internationale du travail comme économie exportatrice de café a permis, dans les années 1920, une accumulation capitaliste initiale et un petit développement industriel sous la forme d'une modernisation des industries de biens de consommation, de la différenciation de la structure industrielle et de la création de petites industries de production de ciment et d'acier. Ce développement a permis, à partir de la crise de



Travailleurs industriels brésiliens de Rio de Janeiro. (DR)

Le second axe de cette politique consiste à créer rapidement un chômage de masse. D'après les données de la puissante Fédération des industries de l'Etat de Sao Paulo (FIESP), l'industrie pauliste a déjà licencié 405 000 travailleurs au cours des deux dernières années. La force de travail employée dans l'industrie est maintenant redescendue à son niveau de juillet 1973. Mais le FMI exige une politique encore beaucoup plus agressive. L'un des objectifs fixés pour les prochains mois est de réduire le taux d'inflation afin que le total annuel soit de 150 % et non de 170 % comme prévu, et de le ramener à 50 % ou 60 % l'an prochain. Vu que la « dollarisation » de l'économie brésilienne n'a pas diminué, bien au contraire, les transferts de valeurs du secteur industriel au secteur financier continuent à être assurés par des taux d'intérêt élevés. Il est ainsi inévitable que toute mesure visant à réduire aussi brutalement le taux d'inflation aura des conséquences énormes en matière d'emploi.

La crise économique actuelle du régime brésilien est cependant le résultat

1929 et des années précédant la Seconde Guerre mondiale, une industrialisation plus importante tirant parti de la diminution du commerce international. C'est la période qui correspond à l'apogée du populisme travailliste, avec le mirage d'un développement économique autonome et d'un capitalisme indépendant vigoureux. Mais, en réalité, le développement industriel s'effectue dans des secteurs à faible composition organique du capital, complémentaires et non compétitifs vis-à-vis des monopoles internationaux qui augmentent leur présence à partir de 1964, finançant et contrôlant l'expansion économique du Brésil (5).

La phase la plus récente de cette expansion économique, celle du « miracle » brésilien, s'intègre dans ce processus de dépendance croissante vis-à-vis du capital impérialiste. Entre 1945 et 1980, le produit intérieur brut (PIB) a été multiplié par dix, soit une progression moyenne supérieure à 7 % par an. Une industrie moderne s'est développée, marquée par un degré élevé de concentration et d'internationalisation du capital.

Ce sont l'ensemble des contradictions issues de ce processus d'industrialisation et de dépendance qui se manifestent aujourd'hui de façon explosive sous la forme d'un endettement très important et d'une stagnation de la production agricole. Ainsi, la dette extérieure du Brésil — la plus forte au niveau mondial — atteint presque les 100 milliards de dollars. Elle représente un tiers du produit intérieur brut et trois fois le montant des exportations annuelles.

La production de biens alimentaires à bas prix, l'une des sources de financement du « miracle » brésilien, est aujourd'hui remise en cause par plusieurs facteurs combinés. L'année 1983 ouvre jusqu'en 1986 un cycle de récoltes défavorables, compte tenu des caractéristiques de la structure agricole. Les subventions de l'Etat ont connu une réduction radicale, conformément aux exigences du FMI. La surface cultivée a reculé, de 15 % en 1982-1983. La désorganisation de la production agricole et les pénuries qui en résultent alimentent l'inflation.

La récession qui s'installe menace donc tous les équilibres du régime : entre le secteur industriel et le secteur financier, entre la dictature et l'opposition bourgeoise, entre le capital et le travail.

LA CRISE DE DOMINATION POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE

Les formes de domination politique de la bourgeoisie ont changé pendant cette période. Getulio Vargas, au pouvoir entre 1930 et 1954, la « République populiste » de l'après-guerre et le Parti travailliste brésilien (PTB) ont été les représentants idéologiques de cette transition de l'économie agro-exportatrice à l'industrialisation. De cette période date la Consolidation des lois du travail (CLT), l'ensemble des lois qui fixent la structure syndicale corporative et sa subordination au ministère du Travail.

La dictature instaurée en 1964, après le renversement du président Joao Goulart, accélère le développement industriel sous l'égide du capital monopoliste international. A partir de 1974, la détention politique du régime correspond à une tentative de contrôler le mécontentement social, en premier lieu par le biais des canaux institutionnels et, en second lieu,

3. De plus, d'après le Monde du 16 juillet 1983, « deux autres dispositions consacrent le quasi-démantèlement du dispositif d'indexation brésilien. Premièrement, les réajustements de salaires n'interviendront plus que deux fois par an, alors que jusqu'à maintenant ils avaient lieu trimestriellement. Deuxièmement, on ne tiendra pas compte dans l'indice des prix à la consommation retenu pour calculer la hausse des salaires, du renchérissement des denrées dûs à des accidents naturels. »

4. Malgré cette mise en garde, l'opposition majoritaire au Congrès a rejeté, le 21 septembre, un décret-loi présidentiel relatif aux salaires, et tout porte à croire qu'elle en fera de même lors du vote à la mi-octobre du décret-loi D.L. 2045, clef de voûte de la politique gouvernementale en matière de restrictions salariales et base de l'accord passé avec le FMI.

5. Cf. Reginaldo Moraes, *Le Phœnix tropical*, pages 52 et suivantes.

par celui des oppositions bourgeoises. Ce processus d'« ouverture politique lente et graduelle », initié par le général Geisel sous le patronage du général Golbery, a été rapidement bousculé par l'évolution du rapport des forces entre les classes.

Dans un premier temps, le bipartisme institué après le coup d'Etat de 1964, avec l'Alliance de rénovation nationale (ARENA) comme parti officiel et le Mouvement démocratique brésilien (MDB) dans l'opposition, a déjà révélé un isolement électoral croissant de la dictature et permis une réorganisation des oppositions. Le mouvement ouvrier a commencé à se recomposer.

La seconde étape de cette évolution est celle de la réorganisation des partis politiques. Les deux partis légaux sont dissous par le gouvernement Figueiredo en décembre 1979. Le Parti officiel renaît sous le sigle de Parti démocratique social (PDS) et le MDB se transforme en Parti du Mouvement démocratique brésilien (PMDB). Mais apparaissent également le Parti travailliste brésilien (PTB), dirigé par la fille de Getulio Vargas et par l'ancien président Janio Quadros, encouragé par Golbery dans le but de canaliser les traditions travaillistes, et le Parti populaire (PP), organisé par la grande finance et la droite du MDB. Le fait le plus marquant de cette période est toutefois la montée du mouvement gréviste et la formation du Parti des travailleurs (PT), qui organise la lutte pour l'indépendance politique des travailleurs.

Le troisième moment est celui des élections de novembre 1982 (6), qui traduisent un recul spectaculaire du PDS et de la dictature et l'échec de partis qui, comme le PTB, prétendaient contenir le mouvement ouvrier et négocier avec la dictature.

La situation actuelle constitue le quatrième moment de cette « transition », pour reprendre une expression courante dans la presse brésilienne. La dictature organise la succession présidentielle, tandis que la bourgeoisie cherche une unité plus ferme pour faire face à la crise économique et aux luttes sociales. En vue du congrès officiel du PDS, qui doit désigner le candidat à la succession de Figueiredo, plusieurs candidats sont d'ores et déjà en course. L'ancien gouverneur de Sao Paulo, Paulo Maluf, connu pour sa corruption, occupe une place privilégiée parmi les prétendants. Le ministre de l'Intérieur, Mario Andreazza, est le favori de Figueiredo, qui aura un poids important dans le choix du candidat qui sera finalement élu par un collège électoral où le PDS est assuré de la majorité (7). Cependant, Andreazza n'est pas très bien vu par les chefs militaires.

L'actuel vice-président Aureliano Chaves a aussi des ambitions présidentielles. Enfin, le gouverneur du Minas Gerais, Tancredo Neves, élu au nom du PMDB, se présente comme un candidat possible pour un grand consensus national.

La crise de la dictature se reflète dans l'affrontement entre ces personnalités. Le général Golbery, éminence grise

du régime jusqu'à l'an passé, soutient tactiquement la candidature de Paulo Maluf et, comme solution de rechange, celle de Tancredo Neves. Il affirme vigoureusement : « Personne ne supporte plus les militaires au gouvernement, pas même les forces armées elles-mêmes. (8) »

Les jeux d'influence et les manœuvres se multiplient. Golbery fait des déclarations pour discréditer la candidature de Chaves, et il obtient la rupture de l'accord parlementaire entre le PTB et le PDS, de sorte que le parti du gouvernement se retrouve minoritaire à la Chambre, avec 235 députés contre 244 à l'ensemble des autres partis. A la veille de l'importante discussion sur le décret 2 045, Otavio Medeiros, chef de la police politique (SNI), a accéléré le retour au Brésil de Figueiredo — qui s'était rendu aux Etats-Unis pour raisons médicales — dans le but de restreindre l'activité de Chaves, qui assumait les fonctions présidentielles pendant ces quelques semaines d'intérim. Enfin, Leonel Brizola, gouverneur de l'Etat de Rio depuis les récentes élections, dirigeant du Parti démocratique du travail (PDT) et candidat le plus populaire dans l'hypothèse d'élections présidentielles directes au suffrage universel, propose un compromis avec la dictature, sous la forme d'une prolongation pour deux ans du mandat du général Figueiredo en échange d'élections présidentielles directes en 1986.

Ce n'est pas par hasard que ces contradictions se précipitent. Les rapports du gouvernement fédéral avec les gouvernements des Etats brésiliens les plus peuplés et les plus riches, la nécessité d'unifier la bourgeoisie contre la menace d'une mobilisation ouvrière, l'administration de la crise, obligent à une redéfinition stratégique du noyau du pouvoir, jusqu'à présent aux mains des militaires. De fait, tout conflit politique se reflète immédiatement au sein de l'appareil d'Etat hyperdéveloppé, d'abord en raison de l'importance de l'Etat dans la structure productive (l'Etat garantit 40 % de l'investissement du PIB en 1969-1978 contre 19,6 % en 1947-1957 ; les entreprises publiques sont responsables pour plus de 40 % de la dette extérieure) et, d'autre part, en raison de l'inexistence de mécanismes de représentation et de coordination des diverses fractions bourgeoises pendant la première phase de la dictature, qui a abouti à un transfert de ces fonctions au centre même du pouvoir.

LE MORATOIRE DE LA DETTE EXTERIEURE

Un secteur de droite musclée se manifeste dès à présent pour dénoncer la division du noyau militaire et exiger un candidat unique du régime. Ses représentants idéologiques sont notamment les deux quotidiens à diffusion massive, *O Estado de Sao Paulo* et le *Jornal da Tarde*. Dans le premier on trouvait, le 14 août dernier, un éditorial affirmant : « Aujourd'hui, avec la tranquillité du devoir accompli, mais avec la sensation amère que la Nation a fait marche arrière au cours des

dernières années, nous croyons pouvoir fournir à nos lecteurs les éléments qui manquaient pour prouver que le mouvement de mars 1964 (c'est-à-dire l'instauration de la dictature) a été trahi. » Le *Jornal da Tarde* du jour suivant publiait à son tour un éditorial sous un titre éloquent (« Il est plus tard que vous ne pensez, général »). Il affirmait que « la fête est terminée depuis trois ans » et concluait ainsi : « Que le président Figueiredo ne se fasse pas d'illusions. Il n'a déjà plus la force d'imposer un candidat qui n'aurait à son actif que sa propre préférence. Vingt-huit jours (la durée de l'hospitalisation de Figueiredo aux Etats-Unis), c'est bien peu dans la vie d'un pays. Mais c'est plus qu'il n'en faut pour un organisme en voie de détérioration galopante. Il est plus tard que vous ne croyez, général. » Ce groupe de presse est resté célèbre pour son activité dans la préparation du coup militaire de 1964.

A l'autre extrémité des positions bourgeoises, on trouve les secteurs qui réclament une démocratisation plus profonde et en font la condition d'un pacte social. L'influente revue *Senhor*, par exemple, déclare dans un éditorial à propos des négociations avec le FMI : « Le manque de représentativité et de légitimité notoire du gouvernement — en particulier dans le domaine économique — affaiblit notre capacité de négociation. » Cette position est défendue en particulier par des secteurs capitalistes nationaux dont les entreprises sont étranglées par le crédit et la dette extérieure. Douze grandes entreprises ont signé un document représentatif de cette position, dans lequel on peut lire : « La pleine démocratie est un grand projet national. La réinstitutionnalisation totale du pays présuppose l'indépendance des trois pouvoirs. (...) Il est donc fondamental qu'ait lieu un libre débat autour d'un programme d'austérité compris et accepté, susceptible d'unir les Brésiliens, de répartir les sacrifices et de rétablir la crédibilité (...) il faut que nos créanciers et les gouvernements des pays amis comprennent qu'il serait téméraire de soumettre le pays à une récession sans durée déterminée et avec des résultats contraires aux intérêts du Brésil. La restriction prolongée de l'activité productive conduira inévitablement à la faillite de l'entreprise privée brésilienne et pourrait aller jusqu'à remettre en question le système de libre initiative privée. (...) Ce pays complexe, avec un degré élevé d'urbanisation et en même temps un énorme contingent de misère absolue, avec une habitude dynamique de mobilité sociale, ne pourra supporter les tensions résultant du chômage et de la chute du salaire réel. Ce

6. Pour un bilan des élections de novembre 1982, voir *Inprecor* numéro 139, du 20 décembre 1982.

7. Le futur chef de l'Etat doit être élu en janvier 1985 par un collège électoral composé des parlementaires fédéraux et des délégués des assemblées des Etats fédérés. Comme le PDS dispose d'une majorité absolue au sein de ce collège, l'élu sera celui qui aura obtenu l'investiture officielle du parti gouvernemental.

8. *Folha do Sao Paulo*, 8 août 1983.

scénario est intolérable pour les Brésiliens et n'est pas souhaitable pour le monde occidental. Nous devons tenter d'éviter la rupture unilatérale, volontaire ou non, avec la communauté financière internationale. »

Cette description lucide de la situation du pays est celle d'un groupe d'entrepreneurs choisis annuellement par la revue économique *Gazeta Mercantil*. C'est ce même forum qui réclama, en 1978, l'extension de l'« ouverture » initiée par Geisel. Cette fois-ci, les documents sont, entre autres, signés par Erminio Moraes, représentant du groupe Votorantim (mines et construction, principal groupe privé national), les représentants de la Banque Itau, Pao de Açucar, les industries mécaniques Bardella ...

Ces capitalistes représentent un secteur important et avancent une proposition qui tend à prévaloir, celle d'une négociation et d'un moratoire de la dette extérieure. Abilio Diniz, de la chaîne des supermarchés Pao de Açucar, définit encore plus clairement les contradictions actuelles : « *Un moratoire unilatéral est l'avant-dernier des pires chemins, mais il est meilleur que ce que nous avons aujourd'hui : un immobilisme qui nous fera nous réveiller un jour avec un moratoire sans que nous l'ayons décidé.* » L'avertissement est clair.

Cette position tend à devenir dominante. Le président de Volvo-Brésil l'a déjà appuyée. Le vice-président Aureliano Chaves a organisé une fuite d'informations à propos d'une entrevue avec des chefs d'entreprise, selon laquelle il défendrait un moratoire de cinq ans. Le PMDB propose un moratoire négocié de trois ans. Le quotidien américain *New York Times* a consacré à l'affaire un éditorial intitulé « *La menace du Brésil* », dans lequel il l'avance que, pour les deux parties, le plus tôt sera négocié un moratoire, mieux ce sera. Mais cette position exige un effort systématique pour obtenir un meilleur soutien social au régime, au prix éventuel d'une accélération de ses réformes et d'une restriction des pouvoirs militaires.

RAISONS ET OBLIGATIONS DE LA CONCILIATION

Au sein du PMDB, premier parti d'opposition bourgeoise à l'issue des élections de novembre 1982, les pressions en ce sens se manifestent clairement. Le gouverneur du Minas Gerais, Tancredo Neves, se fait l'apôtre des « *négociations* » avec la dictature. En d'autres termes, il pose sa candidature à la succession de Figueiredo, une candidature à la fois acceptable pour l'opinion publique et fiable pour les militaires.

Ceux qui incarnaient la gauche du PMDB, comme l'économiste et sénateur Fernando Enrique Cardoso, proposent aujourd'hui que le parti ouvre des négociations avec Figueiredo.

Dans cette perspective, le PMDB a élaboré un projet économique qui prévoit un élargissement des libertés démocratiques, la mise en place d'une Assemblée constituante, un moratoire sur la dette

AGORA TEMOS A CUT



« Maintenant nous avons la Centrale unique des travailleurs ». (DR)

extérieure négociée avec les puissances impérialistes, et des élections directes à la présidence de la République. Mais la timidité du programme en ce qui concerne la crise économique, a amené le vice-président du parti, Teotonio Vilela — qui a soutenu la grève générale du 21 juillet dernier contre le gouverneur de Sao Paulo, lui aussi membre du PMDB — à déclarer que ce programme reflète « *la vision et les intérêts des banquiers et des patrons paulistes et non les aspirations de la société brésilienne* ».

Malgré ces contradictions, il est évident que l'énorme majorité du PMDB incline à la conciliation. Ainsi, à la veille de la grève générale du 21 juillet, les porte-parole de la dictature avaient fait connaître au gouvernement de l'Etat de Sao Paulo leur exigence de mesures énergiques. Le chef de la maison militaire de la présidence, le général Ruben Ludwig, déclarait : « *Cette grève ne semble pas faire partie du jeu démocratique.* » Le général Danilo Venturini, secrétaire du Conseil de sécurité nationale, encore plus explicite, affirmait : « *Il faut que ceux qui ont la responsabilité d'empêcher une aggravation de la situation (c'est-à-dire le gouverneur de l'Etat de Sao Paulo) n'oublie pas leurs tâches.* » Et, effectivement, le gouvernement du PMDB de Sao Paulo ne les a pas oubliées : 18 000 policiers quadrillaient la ville, les troupes du deuxième corps de l'armée de terre basées à Sao Paulo ont été mises en alerte, des Eglises ont été envahies, des syndicalistes arrêtés la veille de la grève, plusieurs locaux syndicaux occupés, cinq directions syndicales suspendues et, parmi elles, celles des syndicats les plus importants du Brésil, comme le syndicat des métallurgistes de Sao Bernardo et le syndicat des employés de banque de Sao Paulo.

La « conciliation » prônée par le PMDB a donc des obligations passablement contradictoires avec la dynamique

de mobilisation du mouvement de masse. L'évolution industrielle du pays ces dernières années a en effet profondément modifié la classe ouvrière brésilienne. Ses modifications structurelles ont ensuite ouvert la voie à une importante évolution du mouvement syndical.

La classe ouvrière industrielle brésilienne a considérablement augmenté dans la période récente. En 1960, elle représentait 2,9 millions de travailleurs. Ving ans après, elle atteint les 10,6 millions de travailleurs. Elle s'est aussi considérablement transformée. Le nombre de femmes travailleuses a triplé pendant la dernière décennie.

Les entreprises de pointe du secteur de transformation se sont développées beaucoup plus vite que les secteurs traditionnels. L'urbanisation massive est allée de pair avec l'exode rural et la concentration régionale. L'Etat de Sao Paulo représente à lui seul 50,2 % de toute la main-d'œuvre employée dans l'industrie du pays, dont la majorité dans des entreprises de plus de 500 travailleurs, et la concentration urbaine de Sao Paulo regroupe 70 % de cette force de travail. C'est là que se trouve le berceau du syndicalisme combatif et des propositions « classistes », la locomotive de la lutte ouvrière dans le pays.

Le développement récent du mouvement ouvrier est passé par quatre phases successives.

1) Les premières mobilisations après la fin de l'ère du « miracle » brésilien (1973-1974) se produisent dans la zone industrielle de l'ABC (9) et à Sao Paulo mé-

9. L'ABC est la grande banlieue ouvrière de Sao Paulo où sont concentrés plus de 400 000 métallurgistes employés par les multinationales de l'automobile, Ford, Volkswagen, General Motors, Scania, etc. C'est le phare des luttes depuis 1978. L'ABC, c'est Santo Andre (A), Sao Bernardo (B) et Sao Caetano (C).

me. Ce sont les premières expériences de réorganisation du mouvement ouvrier, qui rendent possibles l'élection et la radicalisation des directions combattives dans les syndicats corporatifs subordonnés à l'appareil d'Etat.

2) Le cycle de grèves de 1978-1979 marque un saut qualitatif de l'évolution du mouvement ouvrier. Il débute à l'usine Scania et dans les entreprises métallurgiques de l'ABC, où six entreprises voisines comptent plus de 100 000 ouvriers. Le mouvement s'est étendu à d'autres catégories professionnelles. Plusieurs grèves ont été décidées dans les syndicats contre la volonté des directions en place et au risque d'une violente répression. C'est de ce mouvement de lutte que surgit le projet du Parti des travailleurs (PT), qui regroupe les directions les plus représentatives de la montée gréviste.

3) Une nouvelle phase s'ouvre ensuite, à partir de la défaite de la grève de mai 1980 des métallurgistes de l'ABC, grève qui dura 40 jours, mais qui fut finalement vaincue par la répression, la suspension de la direction syndicale et l'emprisonnement de certains dirigeants. Les deux faits marquants de cette nouvelle conjoncture sont le passage à des luttes plus dispersées et de caractère plus défensif, parallèlement aux premières tentatives de mise sur pied de structures nationales de coordination intersyndicales. Le premier Congrès de la classe travailleuse (CONCLAT) réunira ainsi, en août 1981, près de 6 000 délégués des villes et des campagnes (10). Le courant combatif y apparaît majoritaire, bien qu'il soit mis en minorité par des manœuvres d'appareil au sein de la Commission nationale pour une centrale unique des travailleurs, élue à cette occasion.

4) L'augmentation du chômage, la baisse du pouvoir d'achat, l'aggravation de la crise économique s'ajoutant à l'expérience accumulée et au développement de l'organisation ouvrière, préparent une nouvelle montée des luttes. En avril 1983, les chômeurs de la zone sud de Sao Paulo affrontent la police et pillent les supermarchés. Le 6 juillet, la grande raffinerie pétrolière de Paulinia se met en grève contre les réductions d'effectif, l'augmentation des cadences et l'augmentation du nombre d'accidents du travail au cours des deux dernières années. Le même jour, la direction syndicale des métallurgistes de Sao Bernardo organise des assemblées à la porte des usines et décide de débrayer le jour suivant en solidarité avec les grévistes du pétrole. Les autres raffineries s'arrêtent également et sont occupées par les travailleurs. Le 7 juillet, 60 000 métallurgistes sur les 100 000 de Sao Bernardo débrayent, ainsi que 40 000 travailleurs d'autres catégories. Des manifestations monstres ont lieu. Trois jours après, le gouvernement fait fermer les locaux des syndicats responsables de la grève. Des dirigeants syndicaux de tout le pays se réunissent alors à l'initiative du courant syndical combatif, mais aussi avec la participation du bloc de la bureaucratie collaborationniste. La grève générale était décidée. A Rio de Janeiro, lors d'une réu-

Le second CONCLAT a fondé la Centrale unique des travailleurs (CUT)

Du 26 au 28 août dernier s'est tenu, à Sao Bernardo, le second Congrès de la classe travailleuse (CONCLAT). Malgré les menées divisionnistes des syndicalistes « pelegos » et des réformistes, qui ont fait appeler à un autre CONCLAT, pour novembre prochain à Praia Grande, par des structures fédérales et confédérales des syndicats officiels (cf. article ci-contre), cette rencontre a néanmoins été un succès, par le nombre des syndicats urbains et ruraux représentés. Le CONCLAT de Sao Bernardo a regroupé 5 059 délégués représentant l'équivalent de plus de 12 millions de travailleurs syndiqués (le premier CONCLAT avait rassemblé 5 036 délégués). A Sao Bernardo étaient réunis 355 syndicats de travailleurs urbains et 310 syndicats de travailleurs ruraux, près d'une centaine de syndicats de la fonction publique, 5 fédérations syndicales, une confédération et 8 structures syndicales nationales, sans compter plus d'une centaine d'associations pré-syndicales. Des centrales syndicales d'Italie, de France, d'Espagne, de Hollande, d'Allemagne de l'Ouest, du Mexique et des USA étaient présentes.

C'est fort de cette représentativité que le second CONCLAT a proclamé la fondation de la Centrale unique des travailleurs (CUT), la dotant d'un plan d'action et d'une direction collégiale jusqu'à son prochain congrès, prévu en août 1984. La direction nationale collégiale de la CUT comprend 83 membres et 83 suppléants, un exécutif national de 15 membres et une coordination nationale de 7 membres composée des présidents des syndicats de la métallurgie de Sao Bernardo do Campo et Diadema, de Canoas, de Joao Monlevade, de Niteroi, des présidents des syndicats du pétrole de Campinas et Paulinia et des travailleurs ruraux de Santarem, et d'un syndicaliste du syndicat des travailleurs ruraux de Victoria de Conquista.

La CUT se définit comme devant être « représentative, démocratique et indépendante de l'Etat, des patrons et des partis politiques ». Une série de réunions régionales sont prévues pour le mois de mars prochain en vue de préparer le congrès d'août 1984. Enfin, le plan d'action est centré autour de la lutte contre le décret gouvernemental numéro 2 045 prévoyant la diminution de l'indexation des salaires sur le coût de la vie. La préparation d'une grève générale pour la fin octobre, contre ce décret, après épuisement de toutes les autres formes d'action, est aussi à l'ordre du jour de ce plan d'action de la CUT.

Si certains représentants syndicaux ayant participé à la fondation de la CUT semblent vouloir accepter l'actuelle division organisée par le boycott des syndicalistes « pelegos » et réformistes, la question de la bataille pour l'unité la plus large du mouvement syndical reste néanmoins à l'ordre du jour. C'est, comme le note le journal marxiste *Em Tempo* du 8 octobre 1983, « au travers de cette compréhension et des initiatives de la CUT dans les luttes qu'il sera possible d'attirer vers elle d'autres secteurs et de barrer ainsi la route aux "pelegos" et réformistes, évitant qu'ils complètent leur manœuvre de division en fondant en novembre une nouvelle centrale ».

nion intersyndicale, un bureaucrate avouait : « Je crois que nous allons devoir défendre la grève générale, sinon ils vont nous démasquer. » Des propos d'une rare sincérité dans ce mouvement syndical dont les dirigeants sont encore pour une bonne part nommés par le ministère du Travail.

La grève générale du 21 juillet 1983 a mobilisé près de trois millions de travailleurs, d'après les calculs les plus précis, soit 80 % de la force de travail de Sao Paulo, de nombreux secteurs à Porto Alegre (capitale du Rio Grande do Sul) et de sa ceinture industrielle. Dans les autres Etats, où il n'y eut pas de grève, la solidarité fut néanmoins significative : 60 000 manifestants à Rio, 10 000 à Belo Horizonte. Ce ne fut sans doute pas une véritable grève nationale, les différenciations régionales continuant à peser lourdement, mais la classe ouvrière a administré une preuve de force dans une action qui, d'après ses organisateurs, s'opposait non seulement aux mesures économiques,

mais aussi à la dictature en tant que telle.

L'ÉTAT DE LA RECOMPOSITION SYNDICALE

La majorité des 4 712 syndicats du pays (2 397 urbains et 2 315 ruraux) n'ont guère de fonctionnement représentatif. Ce sont pour la plupart des structures d'assistance bureaucratiques. La structure fédérative assure la prédominance de la bureaucratie collaborationniste la plus liée au ministère du Travail. Ainsi, dans l'élection de la direction de la fédération métallurgiste, le syndicat des métallurgistes de Sao Paulo, le plus grand syndicat d'Amérique latine, n'a pas plus de mandats qu'un petit syndicat d'une ville de l'intérieur. De leur côté, les fédérations d'industrie élisent la Confédération des travailleurs industriels (CNTI). A l'élection de la direction de la CNTI se sont affrontées récemment deux positions, dont

10. Voir à ce sujet *Inprecor* numéro 109 du 8 septembre 1981 et numéro 111 du 26 octobre 1981.

l'une, minoritaire, proposait la candidature de « Jozquimzao », le plus grand « pelego » du pays (11). Joaquim Santos de Andrade est à lui seul une illustration exemplaire de l'histoire du mouvement syndical brésilien. Nommé par la dictature pour intervenir dans le syndicat des métallurgistes de Sao Paulo, il a réussi ensuite à se maintenir à la direction par des fraudes électorales successives. A partir de l'« ouverture » politique, il a intégré les militants du Parti communiste brésilien (PCB) dans la direction syndicale et rénové la pratique syndicale. Il vient d'appuyer la grève générale du 21 juillet 1983 contre l'avis d'Ari Campista, un représentant de la bureaucratie la plus alignée, qui a été élu contre lui à la direction du CNTI.

La structure corporative repose donc sur deux piliers. D'un côté, une organisation fédérative qui garantit la prédominance des agents de l'appareil d'Etat et empêche la coordination interprofessionnelle des travailleurs. Et, de l'autre, un fonctionnement de tous les syndicats sous la dépendance du ministère du Travail qui encaisse l'« impôt syndical », cotisation obligatoire servant en partie à financer les syndicats, et peut bloquer les comptes du syndicat et en suspendre les directions élues.

La montée des luttes ouvrières, combinée à la crise de la dictature, a fait apparaître au sein de cet appareil syndical, à partir de 1978, deux courants distincts. D'un côté, le courant « continuis-té » de la bureaucratie jaune traditionnelle, auquel reste lié le courant stalinien du PCB et du PC do Brasil (pro-albanais). De l'autre, un courant combatif ayant pour référence le syndicat des métallurgistes de Sao Bernardo et des employés de banque de Sao Paulo. Ce dernier courant a contribué, de manière décisive, au développement de luttes coordonnées et au début d'une coordination syndicale préparant le lancement d'une Centrale unique des travailleurs (CUT).

Ce fut le 1er CONCLAT, d'août 1981, qui décida la formation, un an plus tard, d'une centrale syndicale regroupant unitairement tous les syndicats décidant de s'y affilier, ainsi que des travailleurs individuels. Dans l'année qui suivit, tant l'inefficacité de la commission pro-CUT élue — paralysée par les divergences entre les deux pôles syndicaux — que le caractère défensif et dispersé des luttes facilitèrent les manœuvres du bloc constitué par les bureaucrates syndicaux, comme Joaquim Andrade et les réformistes du PCB, pour reporter le 2e CONCLAT et, par conséquent, la fondation de la CUT.

A partir de ce moment, deux conceptions et deux stratégies politiques s'affronteront clairement. D'un côté, il y a les « pelegos » et les réformistes, qui prétendent maintenir la structure corporative, négocier l'« ouverture » politique avec la dictature, faire pression sur les gouvernements des Etats dirigés par les partis bourgeois d'opposition, et parvenir à un pacte social. Ce dernier objectif illustre l'intérêt de ce courant à empêcher la formation d'une centrale syndicale unique des travailleurs. De l'autre côté, il y a

le bloc « authentique » et combatif qui a pour objectif de créer la CUT, instrument de subversion de la structure corporative, et de développer les luttes, même au prix du risque de voir les directions syndicales les plus représentatives suspendues, comme ce fut le cas lors des grèves de juillet dernier.

Ce courant combatif est lui-même hétérogène. A sa tête, on trouve les syndicalistes de l'ABC et, en premier lieu, Luis Inacio da Silva, « Lula », qui est aussi le président du PT. Mais on y trouve aussi des syndicalistes indépendants, non membres du PT, parfois les « prestistes » (autrement dit la scission du PC dirigée par le secrétaire général historique du PC, Carlos Prestes), et, surtout, des secteurs catholiques qui ont une grande influence. Ces derniers, qui reçoivent d'importants appuis matériels de la part de la social-démocratie européenne, s'orientent clairement vers une politique de division syndicale. Leur influence est particulièrement grande parmi les syndicalistes ruraux.

VERS LA CENTRALE UNIQUE DES TRAVAILLEURS

La confrontation entre les deux courants opposés dans le mouvement syndical arrive maintenant à un moment crucial.

Pendant la préparation de la grève générale de juillet 1983, le bloc « pelego »-réformiste s'est divisé. Joaquim, le président du syndicat des métallurgistes de Sao Paulo, a appuyé la grève, reconnaissant que « Sao Paulo est aujourd'hui un baril de poudre qui pourrait exploser à tout moment, vu le nombre de chômeurs qui n'ont déjà plus aucune forme d'indemnisation. L'étincelle pourrait être l'approbation du décret 2 045 ». D'autres « pelegos » se sont opposés radicalement à la grève.

Le PCB lui-même s'est divisé. Le comité central a lancé un appel contre la grève, et l'un de ses dirigeants les plus connus, Hercules Correia, a déclaré à la revue *Senhor* « travailler à plein temps contre la grève ». Mais le comité du PCB de Sao Paulo, sous la pression de la direction du syndicat des métallurgistes de la capitale, s'est vue obligée de soutenir « une grève sans manifestations ni piquets ». Ses raisons sont transparentes : « Nous regrettons la résistance de la direction nationale à participer aux mouvements populaires. Ainsi, le PC va continuer à s'affaiblir de plus en plus », affirmait le comité de Sao Paulo.

Il faut aussi signaler qu'un autre courant s'est abstenu de participer à la grève : les partisans du journal *O Trabalho* (le Travail), organe qui diffuse les positions de l'Organisation socialiste internationaliste (OSI), liée au courant international « lambertiste » dirigé par le Parti communiste international (PCI) français. Leur argument était que la grève serait une manœuvre des bureaucrates pour canaliser le mouvement. C'est sur décision directe de son centre international que ce courant s'est abstenu de participer à la grève.

Au contraire de cette interprétation, c'est justement le succès de la grève de juillet qui a provoqué le recul du bloc « pelego »-réformiste, par crainte de la radicalisation et de l'extension du mouvement. De fait, 37 entités syndicales appellent déjà à une nouvelle grève générale avant la fin de l'année. La majorité des Rencontres syndicales au niveau des Etats (ENCLATS) approuvent également la préparation d'une telle grève générale.

La formation de la Centrale unique des travailleurs (CUT) apparaît alors comme la tâche fondamentale du second CONCLAT, qui se réunit fin août 1983. Sa création constituerait un stimulant important pour la coordination nationale du mouvement.

Mais, pour retrouver son unité, freiner le mouvement de masse et sauvegarder la structure syndicale corporative, le bloc des syndicalistes « pelegos » et réformistes a abandonné la préparation du second CONCLAT. Le prétexte vint à propos du règlement sur la représentation de délégations syndicales dont les directions ne souhaitent pas participer au CONCLAT. Ce fut la Confédération des syndicats agricoles (CONTAG) qui souleva cette objection : son président, José Francisco, voulait se garantir un contrôle total des délégations élues à la base, par crainte de la radicalisation et de l'influence croissantes des secteurs combatifs parmi les syndicats ruraux.

Le bloc des syndicalistes « pelegos » et réformistes proposa donc la tenue d'un congrès de fondation d'une centrale à partir d'une réunion nationale des fédérations syndicales qui aurait lieu en octobre prochain. Cette centrale serait formée à partir des sommets du système corporatif actuel. De son côté, le bloc syndicaliste combatif a maintenu la convocation du second CONCLAT pour la fin août. Ainsi, la scission syndicale paraît inévitable, à un moment qui n'est guère favorable pour les travailleurs brésiliens.

Il est vrai que les deux blocs syndicaux pouvaient difficilement coexister à long terme dans une même structure intersyndicale. La pratique de mobilisation et l'action intersyndicale du bloc combatif ont pour but de détruire la bureaucratie collaborationniste, tandis que les manœuvres de cette dernière sont destinées à anéantir l'influence du courant combatif au sein du mouvement ouvrier pour endiguer sa radicalisation. Mais il est aussi indiscutable qu'à l'heure actuelle un front uni des structures syndicales contre le décret 2 045, contre l'intervention de l'Etat dans les syndicats après les grèves de juillet dernier, contre le chômage, encouragerait puissamment la mobilisation, saperait la base de la bureaucratie réformiste et la diviserait, comme cela a déjà été le cas le 21 juillet. ■

Jorge BUARQUE
Sao Paulo, août 1983.

11. *Pelego* : littéralement « tapis de selle ». Désigne la bureaucratie syndicale jaune directement liée à l'appareil d'Etat.

Blocus impérialiste et lutte pour l'indépendance économique

LE Nicaragua connaît actuellement une situation très difficile. La révolution est directement attaquée par l'impérialisme américain qui envoie sa flotte menacer les côtes nicaraguayennes, organise des grandes manœuvres sur le territoire du Honduras, et tente d'étrangler le pays par la mise en place d'un véritable blocus (1).

Cette offensive impérialiste est relayée depuis le Honduras

De notre envoyé spécial
Jean-Claude BERNARD

Tous les indicateurs économiques globaux de l'année 1982, les derniers connus, traduisent cet accroissement des difficultés qui pèsent sur la révolution (2). Alors qu'en 1980 et 1981, la croissance du Produit national brut (PNB) avait été respectivement de 10 % et de 6 %, l'année 1982 marque au contraire une baisse de 1,4 %. Le taux de chômage avait été spectaculairement réduit dans les deux années qui avaient suivi le triomphe de juillet 1979 : d'un taux de 36 % de la population active en 1979, il était passé à un taux de 13 % en 1980 et de 16 % en 1981. Il est remonté à 21 % en 1982. Toujours pour cette même année, la consommation des produits qui ne sont pas de première nécessité a baissé de 23 %. Cette baisse n'a été, par contre, que de 4,7 % pour les produits de consommation de base. Alors que le taux d'inflation a été de 25 %, la baisse du pouvoir d'achat correspondant au salaire minimum des travailleurs des villes a été de 14 % en 1982. Cette baisse a été évaluée à 19,6 % pour les travailleurs des campagnes.

D'IMPORTANTES ACQUIS SOCIAUX MALGRÉ LES DIFFICULTÉS ACTUELLES

Toutes les révolutions ont connu à leur début ce type d'épreuves dues à la hargne de l'impérialisme, qui ne tolère pas sa défaite. Dans le cas du Nicaragua, les difficultés se sont encore aggravées en 1982 en raison d'inondations catastrophiques qui ont handicapé la production agricole. Mais la multiplication des obstacles n'a pas empêché la direction sandiniste de maintenir son orientation : satisfaire les besoins des travailleurs des villes et des campagnes.

Il faut en premier lieu souligner les efforts considérables déployés pour améliorer les conditions de vie de la population dans les domaines de la santé et de l'éducation. Qu'en 1982, pour la première fois dans l'histoire du pays, il ne se soit produit aucun cas de poliomyélite, n'est pas un mince résultat. Le taux de morta-

lité infantile a chuté d'un quart entre 1978 et 1982, passant de 120 pour 1 000 à 90 pour 1 000. La santé est gratuite dans les centres de santé, qui assurent 60 % des 6,3 millions de consultations médicales comptabilisées au cours de l'année 1982.

En ce qui concerne l'éducation, le passage d'un taux d'analphabétisme de 50 % avant la révolution à 12 % aujourd'hui, constitue une véritable victoire historique. L'effectif total de la population scolarisée a été multiplié par trois, passant de 500 000 en 1978 à 1 500 000 en 1982. 73 % des enfants de 7 à 12 ans sont aujourd'hui scolarisés. Ceux et celles qui bénéficient en priorité de ces avancées sont l'immense majorité de la population, travailleurs des campagnes et des villes, autrefois exclue de l'accès à ces services sociaux. Mais cela concerne peu la bourgeoisie et les fractions aisées des couches moyennes, qui avaient, elles, déjà les moyens de consulter des médecins et d'envoyer leurs enfants dans les écoles avant la révolution.

Cette orientation en direction de la satisfaction des besoins du plus grand nombre se traduit aussi par les résultats obtenus en matière de consommation. 1982 a certes été une année difficile où la consommation des produits de base a baissé de 4,7 %, mais c'est peu au regard de la chute de 23 % observée pour les autres produits. Un tel résultat a été obtenu grâce à une politique de subvention permettant de stabiliser le prix des denrées alimentaires comme le maïs, le riz ou les haricots.

La hausse des prix a été ainsi moitié moindre pour les produits de première nécessité que pour les autres : 12 % contre 25 %. De fait, la baisse générale de la consommation observée en 1982 occulte la donnée pourtant significative que constitue la hausse très importante de la consommation des produits alimentaires les plus riches en protéines. Il s'agit d'un succès d'autant plus remarquable qu'en 1979 les carences en protéines affectaient sensiblement le régime alimentaire de la majorité de la population. Ainsi, la consommation de poulets par habitant a

et le Costa Rica par les menées des contre-révolutionnaires, les « contras », qui, en plus des dégâts et des crimes perpétrés, contraignent la révolution sandiniste à faire de sa défense une tâche prioritaire.

Enfin, à l'intérieur même du pays, toute une partie du secteur privé le plus concentré se refuse à investir et contribue consciemment à la désorganisation économique du pays.

augmenté de 15 % entre 1980 et 1982, et celle d'œufs de près d'un quart.

Des calculs ont comparé le coût de la vie dans les différents pays d'Amérique centrale. En prenant en compte la consommation de 21 produits de base pour une famille de 6 personnes pendant un mois, la dépense au Nicaragua est équivalente à 36 dollars (moins de 300 francs français), alors qu'elle est le double dans le pays voisin du Honduras, fleuron du « monde libre » de Ronald Reagan. Tous les autres pays d'Amérique centrale ont un coût de la vie très supérieur à celui du Nicaragua. Malgré les difficultés qui assaillent ce pays, celui-ci a vu son activité économique diminuer moins que celle des autres pays de l'isthme centro-américain. Les aides massives en dollars qui pleuvent sur les couches les plus privilégiées de ces pays n'ont pas empêché, en 1982, une baisse du PNB de 9,5 % au Salvador, de 5,9 % au Costa Rica et de 1,6 % au Honduras. Les conditions de vie, pour la majorité de la population, y sont bien plus difficiles.

Toutes les décisions prises par la direction nationale du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) depuis le 19 juillet 1979 ne peuvent toutefois pas abolir immédiatement la donnée de base selon laquelle le Nicaragua est un petit pays dont l'ex-dictateur Somoza s'était surtout soucié de déployer la culture d'exportation de café, de coton et de la canne à sucre, accroissant ainsi la dépendance du pays par rapport aux fluctuations d'un marché international dominé par l'impérialisme. Le processus pour s'affranchir des contraintes qui engendrent l'ignorance, la faim et la misère dans une telle situation est nécessairement long et complexe. Il suppose une réorientation de l'ensemble de l'appa-

1. Voir *Inprecor* numéro 156, du 12 septembre 1983.

2. Sauf exception citée, l'ensemble des chiffres fournis proviennent de données officielles issues de l'information de la Junte de gouvernement au Conseil d'Etat datant du 4 mai 1983, du discours du commandant sandiniste Daniel Ortega à l'occasion de l'anniversaire de la révolution sandiniste, le 19 juillet 1983, et du rapport, pour l'année 1982, de l'Institut national de la statistique (INEC, Managua).

reil de production et d'échanges, dans l'objectif de satisfaire prioritairement les besoins du plus grand nombre. En ce sens, une telle réorientation est imbriquée à l'affirmation et à la construction du « pouvoir populaire », selon l'objectif affiché à Managua. C'est bien la question de l'organisation du pouvoir de la classe ouvrière, s'alliant avec les paysans, c'est-à-dire de l'écrasante majorité de la population active, qui est ainsi posée.

La tendance du processus engagé le 19 juillet 1979 est bien celle de la marche en avant vers la réorganisation de l'ensemble de l'économie, combinée à l'émergence et à la consolidation d'un mouvement de masse représentant les intérêts des travailleurs des villes et des campagnes. C'est un processus qui rencontre à tout moment la résistance acharnée de la contre-révolution, tant extérieure qu'intérieure. C'est pourquoi, loin de progresser selon un rythme continu et régulier, ce processus est traversé de crises et de discontinuités au travers desquelles la tendance générale est au renforcement du rapport des forces en faveur des ouvriers et des paysans. Mais la bourgeoisie, qui contrôle encore une part notable de l'appareil de production et qui dispose de moyens d'influence idéologique grâce à sa presse et à la hiérarchie catholique, n'a pas encore renoncé à renverser cette situation.

LA RÉORIENTATION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX EXTÉRIEURS

Ce processus est d'autant plus complexe que le Nicaragua ne peut se développer que grâce à des échanges extérieurs. Ceux-ci ont connu une réorientation progressive depuis le 19 juillet 1979.

En 1979, la part des organisations multilatérales dans la totalité des crédits d'aide représentait 78 % contre 22 % pour les contrats bilatéraux négociés de gouvernement à gouvernement. En 1982, c'est un renversement complet de la situation : 8 % d'aide multilatérale contre 92 % pour les contrats bilatéraux. Ce changement est dû en partie au véritable boycott qu'a décidé l'impérialisme US en réussissant à bloquer tout financement de la part de ces organisations multilatérales qu'il contrôle largement. Mais c'est aussi le résultat d'une politique choisie par le FSLN et la Junte de gouvernement de reconstruction nationale, qui sont mieux armés dans le cadre d'une discussion bilatérale, même avec les gouvernements des pays capitalistes d'Europe occidentale, pour faire valoir leurs besoins par rapport à leurs propres priorités de développement. Sur toute la période qui va de juillet 1979 à mai 1983, l'aide à la coopération provenant de pays capitalistes représente 78 % du total, alors que celle provenant des « pays de l'Est » et de Cuba ne représente que 22 % (3).

Cette dépendance marquée à l'égard des pays capitalistes s'observe aussi en examinant les résultats du commerce extérieur pour l'année 1982. Les exportations à destination des « pays de l'Est » et de

Cuba représentent 6,3 % du total, et les importations 11 % du total. La vérité des chiffres est loin des stéréotypes de la presse internationale, selon laquelle le Nicaragua serait devenu une colonie « soviéto-cubaine ».

Les importations en provenance de l'Amérique latine (Marché commun centro-américain inclu) représentent 45 % du total, les exportations se montant à 16 %. Les données concernant strictement le Marché commun centro-américain indiquent, pour leur part, 18 % pour les importations et 13 % pour les exportations.

Quant aux Etats-Unis, ils comptaient encore pour 19 % des importations nicaraguayennes et 22 % des exportations en 1982. Les mesures prises au printemps 1982 par l'administration Reagan pour bloquer les exportations du sucre nicaraguayen à destination des Etats-Unis vont encore diminuer cette part. L'importance relative de ces rapports commerciaux avec les USA, encore significative, montre comment toute aggravation du blocus nord-américain peut fortement gêner le Nicaragua. Les échanges avec l'Europe occidentale sont en croissance pour la dernière période. Les exportations vers la Communauté économique européenne (CEE), avec 24,5 % du total des exportations nicaraguayennes, sont ainsi quatre fois supérieures à celles vers l'Europe de l'Est. Les importations en provenance de la CEE, avec 14 %, représentent le double de celles en provenance de l'Europe de l'Est.

Ainsi, la réorientation globale des échanges se caractérise par un double phénomène. D'une part, l'apparition de flux commerciaux avec les pays de l'Est européen et Cuba, et, d'autre part une redistribution des rapports commerciaux avec les pays capitalistes, entraînant une part croissante des pays de l'Europe occidentale (Allemagne fédérale, France et Italie) et des pays de l'Amérique latine (Mexique principalement).

L'importance des échanges avec le Mexique est d'autant plus cruciale que ce pays est aujourd'hui le seul fournisseur de pétrole du Nicaragua. Jusqu'à la fin de l'année 1982, les 15 000 barils quotidiens de pétrole nécessaires à l'approvisionnement nicaraguayen étaient fournis, à parts égales, par le Venezuela et le Mexique. Début 1983, le Venezuela a cessé ses livraisons en raison du retard avec lequel le Nicaragua était contraint de rembourser ses dettes. Il faut y voir le résultat direct des pressions nord-américaines sur un pays comme le Venezuela lui aussi endetté. Depuis le début de cette année, c'est le Mexique qui fournit les seuls 13 000 barils qui arrivent quotidiennement au Nicaragua. Dans le cas de ce fournisseur aussi, l'administratin Reagan multiplie les pressions, comme s'en est d'ailleurs fait l'écho le *New York Times* (4).

3. Chiffres fournis par le Fonds international de reconstruction (FIR), Managua.

4. Informations fournies par le bulletin hebdomadaire de l'Agence Nueva Nicaragua, Managua, août 1983.



Rassemblement sandiniste au Nicaragua. (DR)



Ainsi, la réorientation des échanges commerciaux du Nicaragua est étroitement dépendante des pressions diplomatico-économiques qui peuvent s'exercer sur le pays, et qui représentent autant d'obstacles qui parsèment le processus révolutionnaire sandiniste.

Cette dépendance rend particulièrement aiguë la question de la dette extérieure et des négociations concernant son remboursement. En 1982, le remboursement de la dette extérieure a représenté l'équivalent de 45 % du montant total des exportations du pays. Autant indiquer qu'il s'agit là de l'une des sources possibles de l'étranglement de la révolution. Cette situation a contraint la direction nationale du FSLN et la Junte de gouvernement à réduire de 25,5 % les importations en 1982 par rapport à l'année précédente. Avoir réussi, comme il a été indiqué précédemment, à n'enregistrer qu'une baisse de 1,4 % du PNB, traduit en fait les ressources d'un système qui commence à se réorienter vers la satisfaction des besoins prioritaires d'une majorité de la population. D'une façon analogue à l'aggravation des menaces militaires, l'aggravation des difficultés économiques, due pour l'essentiel au blocus impérialiste et à la contre-révolution, aiguise aussi la polarisation sociale.

Jusqu'à présent, la bourgeoisie et les couches moyennes de la ville de Managua ont été beaucoup plus directement atteintes par les mesures de restriction, qui concernent surtout les produits de consommation de luxe importés. Pour faire face aux difficultés économiques, la population n'a pas été touchée de façon homogène. La conséquence des difficultés économiques, c'est l'approfondissement du processus révolutionnaire tel qu'il s'observe aujourd'hui au Nicaragua. Il se manifeste dans la poursuite et l'accélération de la réforme agraire, ainsi que dans les transformations qui affectent l'équilibre de l'économie mixte.

L'ACCÉLÉRATION DE LA RÉFORME AGRAIRE

Dans un pays où plus de 60 % de la population active est composée de paysans ou d'ouvriers agricoles, où 75 % des exportations proviennent des produits agricoles et où l'agriculture représente la moitié des activités productives, la question de la réforme agraire est, bien sûr, une question décisive.

Avant le 19 juillet 1979, 2 000 propriétaires disposaient de 50 % des terres alors que 120 000 paysans n'en disposaient que de 3 %. C'est la catégorie des propriétaires les plus riches qui a été la plus atteinte par les transformations en cours. De 50 %, leur part dans la propriété des terres est passée à 13 %, sous l'effet des expropriations des possessions de Somoza et de ses associés directs, entreprises immédiatement après le 19 juillet 1979. La structure actuelle de la répartition des terres peut être évaluée approximativement ainsi : 23 % des terres sont possédées directement par l'Etat, 20 % appartiennent à des petits paysans organisés en

coopératives, 13 % reviennent aux grands propriétaires agricoles et le reste, soit 44 %, appartient aux paysans moyens.

La réforme agraire, promulguée en août 1981, fixe le seuil maximum des propriétés à 350 hectares sur la côte Pacifique (la région la plus peuplée) et à 700 hectares sur la côte Atlantique. Bien des réformes agraires d'autres pays d'Amérique latine peuvent apparaître, sur le papier, comme plus radicales. Mais à la différence de beaucoup d'entre elles, la réforme agraire sandiniste a réellement été mise en application. De plus, une condition est posée au maintien des propriétés existantes, celle d'exploiter efficacement la terre possédée. De par la dynamique de la révolution, c'est une condition dont l'application est directement contrôlée par les organisations de masse paysannes, l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (l'UNAG) et l'Association des travailleurs de la campagne (l'ATC). Contrairement à ce qui peut se passer dans les entreprises industrielles, il n'est pas nécessaire de mettre en place des formes de contrôle élaborées pour que les paysans regroupés dans leurs organisations de masse se rendent effectivement compte qu'une terre est soit laissée en friche, soit insuffisamment exploitée au regard du rendement moyen observable dans la région.

Ainsi, la réforme agraire place en fait l'ensemble de la propriété privée sous la surveillance paysanne. Elle prévoit que grâce aux expropriations, des titres de propriété peuvent être distribués soit à des paysans individuels, soit à des coopératives. Ces titres de propriété sont transmissibles par héritage, mais il est interdit de les vendre, de façon à bloquer tout processus de reconstitution de grandes propriétés agricoles.

Un élément particulièrement significatif de la dynamique actuelle de la révolution est que le décret de réforme agraire n'a pas seulement servi à institutionnaliser l'état de fait créé par les occupations massives de terres durant la période consécutive au 19 juillet 1979, alors que Somoza et ses acolytes avaient abandonné de nombreuses terres. Il a aussi engagé un mouvement qui, loin de s'épuiser, va s'accroissant. Deux fois plus de terres ont ainsi été distribuées entre juin 1982 et mars 1983 qu'entre octobre 1981 et juin 1982 (5). Ce sont ainsi 210 000 hectares qui ont été distribués sous la forme de titres de propriété, dont 166 000 hectares à des coopératives et 44 000 hectares à des petits paysans individuels, ces chiffres correspondant à la période qui va de septembre 1981 à juillet 1983. Ce mouvement va s'accroissant, puisqu'à l'occasion de la célébration du 4^e anniversaire de la révolution, les terres distribuées en juillet 1983 ont atteint le total de 70 000 hectares, soit plus de la moitié du total distribué depuis le début de cette année.

Le décret de la réforme agraire a bénéficié jusqu'à présent à 20 000 familles paysannes. En fait, le nombre des paysans impliqués par les transformations en cours est plus élevé, puisque le nombre

total de paysans appartenant au mouvement coopératif est évalué à 60 000.

Terres nationalisées dans le « *domaine de la propriété du peuple* » et terres exploitées dans le cadre du mouvement coopératif qui est actuellement en essor, sont les deux piliers autour desquels s'organise la réforme agraire. L'objectif assigné est de répartir les terres entre 50 % aux paysans pauvres, 25 % au secteur d'Etat et 25 % au secteur privé de la bourgeoisie paysanne. La part que représentent encore la grande propriété et la paysannerie moyenne, plus de la moitié des terres possédées, montre le chemin à parcourir avant de réaliser cet objectif.

Le changement de rythme observé ces derniers mois ne veut pas dire que l'on est déjà arrivé tout près du but. Il signifie que pour répondre aux exigences de la base sociale de la révolution dans les campagnes et pour orienter la production agricole en fonction des priorités nationales, il est nécessaire de presser le pas.

Pour apprécier la nature de l'alliance passée entre les paysans et la révolution, il importe de remarquer que les objectifs de la production agricole ne sont pas fixés par et pour les seuls intérêts des paysans. La première tâche qu'a fixée la direction nationale du FSLN à l'agriculture, c'est d'assurer l'autosuffisance alimentaire en en produits de base de toute la population nicaraguayenne. Une telle exigence concerne certes les paysans, mais aussi tous les travailleurs des villes. Cette priorité n'a donc pas été fixée en fonction de l'intérêt économique que pouvait y trouver telle couche de la paysannerie, mais bien en fonction d'impératifs qui trouvent leur fondement dans la volonté d'assurer un développement maîtrisé du pays pour la majorité de la population laborieuse. Ce choix politique a déjà abouti à des résultats tangibles. Alors que le niveau global de production agricole atteint en 1982 est de 10 % inférieur à celui de 1977, le résultat est inversé pour des produits de première nécessité. La production de riz a doublé entre 1977 et 1982, elle a augmenté de 15 % pour les haricots et de 70 % pour le lait pasteurisé. Elle est par contre restée stable pour le maïs, qui est à la base du plat national, la *tortilla*.

On observe, au contraire, une chute sensible de la récolte de coton en 1982, une stabilisation pour le café et la canne à sucre. L'explication de la baisse concernant le coton tient au fait qu'il s'agit d'une culture de grande propriété. C'est soit le domaine d'un secteur privé dominé par les grands propriétaires, soit le domaine du secteur d'Etat où, bien souvent, les équipes administratives mises en place sous Somoza sont demeurées, faute de remplaçants aux compétences techniques suffisantes. Ces raisons se combinent pour aboutir à des résultats médiocres, alors que la mobilisation sociale est beaucoup plus active dans le secteur des coopératives regroupant des paysans pauvres exploitant collectivement la terre dans le cas le plus avancé des coopératives de production. Il faut également ajouter que les plantations de coton et de canne à sucre ont été l'objet d'incendies criminels de la

part des bandes « *contras* ».

Ainsi, la réforme agraire en cours ne peut s'analyser que comme un processus encore loin d'être achevé. La participation active des ouvriers agricoles et des paysans pauvres constitue la clé du changement, comme pour le processus révolutionnaire dans son ensemble. L'avancée de la réforme agraire ne saurait en effet s'analyser indépendamment des mesures édictées en ce qui concerne le reste de l'activité, et notamment le commerce extérieur ainsi que les circuits de commercialisation intérieurs.

LE DIFFICILE CONTROLE DE L'ETAT SUR LE COMMERCE INTERIEUR

Grâce au monopole du commerce extérieur et à l'existence d'une structure nationalisée d'achat à la paysannerie de ses principaux produits agricoles de base, il n'y a pas accès direct des paysans au marché. La tendance est au contraire au contrôle nationalisé sur la commercialisation des produits, qu'ils soient d'origine privée, coopérative ou publique. Ainsi, le pouvoir de la révolution tend-il à se doter de moyens pour affecter le surplus de la production agricole aux secteurs jugés prioritaires.

Dans ce domaine aussi, même si l'objectif est clairement fixé, la situation actuelle est loin d'être homogène. Deux réseaux de commercialisation coexistent encore, depuis les grossistes jusqu'au commerce de détail. C'est exclusivement dans le réseau public que sont vendus les produits bénéficiant de subventions provenant du budget de l'Etat. Celles-ci sont telles qu'un paysan peut acheter des haricots ou du maïs moins cher que le prix auquel il a vendu sa récolte. Mais de nombreux secteurs de la paysannerie continuent à vendre leurs récoltes aux circuits privés, organisant ainsi consciemment la pénurie des denrées mises en vente à un prix taxé dans les 2 600 établissements du réseau de commerce public. Par exemple, au « *marché oriental* » de Managua, le plus ancien marché de la ville non détruit lors du tremblement de terre de 1972, c'est la mainmise des spéculateurs qui, au mois d'août 1983, vendaient le riz et les haricots à un prix double de celui du réseau public. Le poulet y était ainsi vendu 80 % plus cher (6). La presse quotidienne soutenant le processus révolutionnaire, *Barricada*, organe du FSLN, et *Nuevo Diario*, mènent une campagne intense contre ces spéculateurs qui rencontrent d'autant plus facilement une demande qu'une pénurie est systématiquement organisée dans une partie du réseau public. Le rôle des Comités de défense sandiniste (CDS, organisation de mobilisation dans les quartiers) dans la participation à la lutte contre les spéculateurs doit être souligné.

L'ampleur de l'héritage du passé et la complexité des problèmes à résoudre se comprend lorsqu'on sait qu'à de nombreux niveaux, les circuits privés de commercialisation ont réussi à parasiter les circuits publics. Des exploitations nationalisées productrices de maïs participent

ainsi à la spéculation en vendant à des grossistes privés leur récolte à des prix supérieurs aux prix officiels. Bien souvent, les administrateurs sont les mêmes que sous Somoza. De plus, à tous les échelons du réseau public de commercialisation, des représentants du commerce privé sont en position d'acheteurs pour revendre au détail avec des bénéfices substantiels.

De fait, la question de l'approvisionnement de la majorité de la population, surtout dans les villes, fait l'objet de nombreuses récriminations. C'est une source réelle de mécontentement. Mais le FSLN ne cherche nullement à faire taire ce mécontentement sous un étouffoir bureaucratique. Bien au contraire, il cherche à s'en servir pour en faire le point de départ d'une lutte de masse contre la spéculation et les adversaires de la révolution et pour approfondir un processus révolutionnaire qui ne fige pas, une fois pour toutes, le niveau de socialisation atteint par l'économie.

Ce même constat s'applique au secteur de l'industrie lui aussi régi par l'économie mixte. Au Nicaragua, la part du secteur industriel ne représente que 30 % environ de la production intérieure brute (PIB). C'est un secteur très dispersé en terme matériel. Il n'y avait, au 31 février 1982, pas plus de 96 établissements ayant plus de 100 salariés, et pas plus de 97 ayant un nombre de salariés compris entre 50 et 100. Mais ces établissements au nombre inférieur à 200 représentaient à eux seuls 85 % de la production industrielle du pays en valeur.

L'évaluation globale de la répartition de la production industrielle pour 1982, 60 % pour le secteur privé et 40 % pour le secteur public, n'a pas grande signification, dans la mesure où elle agrège ce qui ressort d'une production artisanale et ce qui revient à une production capitaliste au sens strict.

Pour examiner la dynamique de la situation actuelle, l'analyse des données concernant l'investissement est plus fructueuse. La conclusion principale, c'est que l'investissement privé ne représente que 23 % du total, tous les secteurs économiques confondus.

LE SECTEUR PRIVE SOUS SURVEILLANCE

Le rôle effectivement joué par l'investissement privé est ainsi analysé dans un dossier économique de *Barricada* consacré au processus d'investissement 1979-1982 : « *L'investissement fixe privé a été décroissant, réduisant substantiellement son rôle dans le processus d'investissement. De plus, les chiffres de fuite des capitaux qui se reflètent dans la balance des paiements indiquent que le secteur privé "décapitalise" (7) au lieu d'investir. De même, le crédit à long terme demandé*

6. *Nuevo Diario*, Managua, 3 août 1983.

7. La « décapitalisation » est un barbarisme qui recouvre la double politique bourgeoise de grève des investissements productifs et de fuite des capitaux.

par le secteur privé au système financier national a présenté une chute pour 1982. Si nous ajoutons à ceci que le secteur privé ne dispose pas d'emprunts extérieurs, puisqu'il est financé à 100 % de ses activités économiques par les crédits du système financier national, nous constatons une orientation négative du grand secteur privé qui démontre son désintérêt devant l'effort d'accumulation nationale. Les excédents générés par le grand capital privé se sont dirigés, ces dernières années, vers des usages non productifs, qui incluent non seulement la consommation mais la spéculation et la fuite de capitaux vers l'étranger. (8) »

Pour faire face à cette attitude « négative » du grand capital privé, le pouvoir de la révolution ne se contente pas de dénonciations verbales. Soit il exproprie, soit il prend une participation dans les entreprises dont les patrons ne respectent pas les termes du contrat fixé : produire dans le cadre des priorités nationales afin de reconstruire le pays et de tendre à satisfaire les besoins prioritaires de la population. C'est là aussi une mise sous surveillance de la bourgeoisie nicaraguayenne par en haut. Mais celle-ci s'opère aussi par en bas, à l'initiative des travailleurs.

L'exemple du « conflit du travail » survenu à Managua début août dans la principale boulangerie industrielle de la ville illustre le type d'initiatives que prennent en ce sens les travailleurs. Il s'agit d'une entreprise de 85 travailleuses et travailleurs dans laquelle l'Etat détient la majorité du capital (51 %). Le gérant, qui détenait la partie privée du capital, était un citoyen costaricain, Chavez Ovare. Pendant la guerre de libération, il avait soutenu le FSLN, étant, selon la rumeur, lié au « Groupe des 12 » (rassemblement de personnalités émigrées qui s'étaient rangées aux côtés du FSLN). Bref, cet administrateur était lié à une partie des équipes dirigeantes actuelles et bénéficiait de la garantie d'approvisionnement en farine, même en cas de pénurie. Cela ne l'empêchait pas d'avoir un comportement de patron de choc, refusant notamment la création d'une section syndicale de la Centrale sandiniste des travailleurs (CST) dans « son » entreprise. Il alla jusqu'à licencier une milicienne qui s'était trouvée mobilisée au service de la défense de la révolution.

Le dimanche 31 juillet 1983, les ouvrières et ouvriers de la boulangerie installèrent sur la façade une banderole sur laquelle était inscrit à la hâte : « Halte aux atteintes aux droits des travailleurs ! » Le caractère improvisé de la banderole tranchait avec la calligraphie qui est de règle pour les affiches et banderoles installées dans les artères principales de Managua.

En réponse au mécontentement qui grandissait parmi les travailleurs, le gérant décida de fermer « son » entreprise, prétextant de difficultés d'approvisionnement en farine. Il apposa un écriteau « Fermé jusqu'au 4 août », sans avertir au préalable ni les travailleurs pourtant directement concernés, ni les autorités administratives compétentes.



Marché Eduardo Contreras à Managua. (DR)

La riposte des ouvriers fut rapide et précise : ils exigèrent la destitution du gérant et s'adressèrent pour cela au ministère du Travail. En quatre jours, ils obtinrent satisfaction. Le gérant, tout en conservant sa prise de participation minoritaire dans l'entreprise, fut destitué et remplacé par un nouvel administrateur dont la nomination était approuvée par la CST. Une section de la CST fut enfin constituée dans la boulangerie, et les horaires de travail réaménagés. Ce conflit est d'autant plus significatif qu'il n'opposa pas un partisan avéré des somozistes aux travailleurs, mais un patron anciennement lié à des couches dirigeantes du FSLN à des ouvriers qui s'adressèrent au ministère du Travail. Celui-ci trancha rapidement en faveur de la revendication des travailleurs. Le sens de la dynamique actuelle de la révolution est ici clairement indiquée.

UNE ÉCONOMIE EN TRANSITION

Ainsi, l'« économie mixte » qui existe aujourd'hui au Nicaragua ne fige pas les limites respectives du secteur privé et du secteur public. C'est une économie en transition dont le rythme d'évolution est dépendant des contradictions de classe toujours à l'œuvre entre des travailleurs augmentant leur force et leurs capacités d'organisation, et une bourgeoisie qui défend pied à pied les positions économiques qui lui restent après sa mise à l'écart du pouvoir politique. Le secteur privé y est contraint de respecter les objectifs décidés au plan national, sous peine de risquer l'expropriation, qui est une mesure mise en pratique. Une telle obligation suscite des différenciations réelles entre des secteurs de la bourgeoisie dont certains peuvent trouver un intérêt immédiat à s'inscrire dans un système qui leur garantit prix et débouchés. C'est notamment le cas d'une fraction de la bourgeoisie pay-sanne.

Il n'empêche que la tendance générale est à une prise en charge directe des activités productives par le pouvoir issu de la révolution. La plupart des grands projets d'investissement, qu'ils concernent l'indépendance énergétique, le dé-

veloppement des réseaux de transport ou l'industrie de transformation des produits agricoles, sont assurés par une mobilisation de ressources exclusivement publiques.

Bien plus décisif est de constater que les travailleurs des villes et des campagnes, même s'ils n'ont pas encore réussi à instituer des formes élaborées de contrôle ouvrier, ont une force suffisamment organisée dans leur mouvement de masse pour tendre à placer l'ensemble des producteurs privés sous leur surveillance. Ce faisant, c'est un processus de polarisation sociale qui s'aiguise à mesure que la révolution avance.

La transition que représente aujourd'hui l'économie mixte n'est possible que parce qu'il existe au Nicaragua un pouvoir révolutionnaire qui n'a pas réformé mais détruit les instruments de coercition du régime de Somoza.

Jaime Wheelock, l'un des neuf membres de la direction nationale du FSLN, écrit dans un livre publié en juillet 1983 sous le titre *Le grand défi* : « La bourgeoisie était habituée à être la force dominante aux plans idéologique, culturel et social, et, maintenant, ce n'est plus elle qui domine. Ici, ceux qui parlent et qui traquent la voie, ce sont les ouvriers et les paysans, les leaders étudiants, l'ATC, la CST, le front sandiniste, et aucun d'entre eux ne représente la bourgeoisie. » Toute la contradiction potentielle que recèle le système d'économie mixte aujourd'hui mis en pratique est, en fait, posée par Jaime Wheelock, lorsque celui-ci affirme qu'« il faut vérifier s'il existe la possibilité que la bourgeoisie produise seulement, sans pouvoir, qu'elle puisse se limiter comme classe sociale à jouer un rôle productif, c'est-à-dire qu'elle se limite à exploiter ses moyens de production et qu'elle utilise ces moyens pour vivre, non comme instrument de pouvoir et d'oppression ».

Toute la question est en effet de savoir si une classe sociale à laquelle on affirme donner la possibilité matérielle de se maintenir comme classe sociale peut accepter durablement de ne pas se servir de ses moyens matériels comme instrument de pouvoir politique. Les événements qui se sont déroulés depuis le 19 juillet 1979 montrent que la contre-révolution s'est nourrie de fractions successives de la bourgeoisie, qui ont préféré rompre l'unité nationale plutôt que d'enterrer leur propre défaite. C'est la preuve que la révolution n'a cessé d'avancer malgré les menaces croissantes de l'impérialisme US, sans céder aux pressions de la bourgeoisie.

L'exemple de ténacité qu'offre quotidiennement la révolution nicaraguayenne ne peut qu'encourager à développer avec la même ténacité la mobilisation internationale de solidarité en défense de la révolution sandiniste. ■

Jean-Claude BERNARD
Managua, août 1983.

La lutte de l'opposition ouvrière et populaire contre la dictature

Le 21 août dernier, l'ex-sénateur Benigno « Ninoy » Aquino était assassiné sur l'aéroport international de Manille, alors qu'il revenait d'exil. La thèse officielle, selon laquelle ce meurtre aurait été commis par un tueur à gages solitaire, a fait long feu. La presse mondiale met en cause, avec de plus en plus d'insistance, des éléments du régime, et tout particulièrement les militaires. Dans le pays même, des manifestations massives et répétées ont succédé au cortège immense qui a accompagné la mise en terre d'Aquino.

Un premier article, paru dans le précédent numéro d'*Inprecor*, présentait une analyse de la portée et du cadre dans lequel cet assassinat politique a été perpétré. Nous revenons aujourd'hui sur le développement des luttes et des mouvements populaires dans cet archipel du Pacifique, dominé par les Etats-Unis et pénétré par les capitaux japonais.

Les Philippines sont en effet l'un des pays du monde où les combats populaires gagnent depuis plusieurs années en intensité et atteignent maintenant un niveau crucial. Menées sur tous les plans — militaire, politique et social — et poursuivies dans des conditions de dure répression, ces luttes réclament un soutien international actif et militant.

Paul PETITJEAN

Un mois après l'assassinat de Benigno Aquino, le jour anniversaire de la proclamation de la loi martiale par le président Ferdinand Marcos (le 21 septembre 1972), une foule considérable, évaluée à 500 000 personnes, s'est rassemblée au cœur de Manille à l'appel des dirigeants de l'opposition. A la suite de ce rassemblement, des milliers de jeunes travailleurs, lycéens ou étudiants, d'habitants des bidonvilles, se sont dirigés vers le palais présidentiel. Les forces de l'ordre ont tiré et, après des heurts violents, onze personnes ont été retrouvées mortes et des centaines d'autres ont été blessées. Durant les jours qui ont précédé et suivi cette journée de lutte et de répression, le quartier d'affaires de Makati a été le théâtre de plusieurs manifestations antigouvernementales.

Le choc brutal provoqué dans le pays par l'assassinat d'Aquino ne peut à lui seul expliquer l'ampleur extraordinaire des mobilisations qui ont suivi le meurtre, le radicalisme des mots d'ordre demandant la démission du président Marcos, ou la variété des forces politiques engagées dans le mouvement : depuis l'opposition bourgeoise jusqu'au Parti communiste des Philippines. La crise aujourd'hui ouverte révèle au grand jour l'usure profonde du régime et l'acuité des tensions sociales dans le pays. Elle représente une épreuve décisive pour les mouvements d'opposition, un enjeu considérable pour l'avenir des luttes révolutionnaires. Elle éclaire aussi certains traits originaux des luttes populaires dans le pays.

L'originalité de la situation aux Philippines, par comparaison à celle qui prévaut dans les autres pays de la région, tient notamment à l'héritage contradictoire de la période coloniale, à l'histoire particu-

lière du mouvement communiste philippin, aux conséquences de la politique mise en œuvre depuis une dizaine d'années par le régime Marcos.

UN HÉRITAGE HISTORIQUE CONTRADICTOIRE

Colonisées dès le XVI^e siècle par les Espagnols, puis pendant cinquante ans colonie directe des Etats-Unis, les Philippines ont une histoire bien différente de celle des nations voisines (1). Du point de vue des luttes révolutionnaires, l'héritage de cette longue période coloniale est contradictoire.

En 1896-1898 — au moment même où au Vietnam, par exemple, la domination française n'a pas encore réussi à se consolider face à une résistance massive animée par des lettrés traditionalistes —, aux Philippines, une révolte met pour l'essentiel fin à 350 années de domination espagnole. A la tête du soulèvement populaire, on trouve des *illustrados*, membres d'une intelligentsia formée en Espagne, des représentants d'une bourgeoisie métisse sino-philippine (*mestizos*) constituée de propriétaires de plantations, de commerces et d'entreprises. Les groupes armés, paysans et travailleurs urbains, sont généralement animés par des membres de la petite bourgeoisie et des professions libérales, de l'administration provinciale, du corps enseignant. Les Philippines sont ainsi le premier pays d'Asie à se libérer du joug colonial, même si ce n'est que pour une très brève période car, en 1898, les Américains prennent formellement la place de leur rivale. Les forces politico-sociales qui mènent cette lutte de libération affichent déjà un caractère « moderne » : elles ne représentent pas l'ordre ancien, mais sont le produit des bouleversements

culturels et économiques provoqués par la colonisation et l'intégration précoce du pays dans le marché mondial (2).

Ce soulèvement contre Madrid et la résistance opiniâtre opposée par des secteurs populaires à l'occupation américaine du pays nouvellement libéré ont créé une tradition révolutionnaire précieuse. Aujourd'hui encore, le mouvement national peut se réclamer de cette « révolution interrompue » pour adosser le combat présent à la mémoire et à l'expérience historique du peuple philippin. Mais, du fait même de la précocité de cette lutte, les mouvements politiques de l'époque ont aussi laissé une tradition collaborationniste et ont préparé le terrain à l'idéologie néo-coloniale.

Le Mouvement propagandiste, dont l'une des figures les plus connues est celle de José Rizal, reflète les aspirations anticoloniales, anticléricales et démocratiques des gros planteurs philippins (les *hacien-das* sucrières s'étendent rapidement durant le XIX^e siècle dans l'île de Negros et à Luzon), des commerçants chinois, des intellectuels issus de l'élite locale. Le Katipunan, fondé par Andres Bonifacio, a des racines beaucoup plus populaires et suit un cours radical. Par ailleurs, des dirigeants locaux s'imposent, qui continueront le combat jusqu'au bout, comme « Papa » Isio à Negros, qui ne sera capturé qu'en 1908 par les Américains. Mais dans l'ensemble, les dirigeants *katipuneros* (Bonifacio ayant été assassiné) resteront sous l'influence idéologique des *illustrados*, de la nouvelle élite sociale bourgeoise et financière. C'est le gouvernement issu du soulèvement de 1896-1898 qui négocie la venue du corps expéditionnaire américain sous prétexte d'accélérer la défaite espagnole. Le thème de l'unanimité nationale, toutes classes confondues, est alors dominant. A tel point que la première association ouvrière, fondée au début du siècle, est dirigée par un *illustrado*, Isabele de los Reyes, qui prône la collaboration capital-travail et un accord néo-colonial avec Washington.

On touche là à l'un des aspects contradictoires de l'histoire coloniale des Philippines. Bien que Madrid n'ait, pendant longtemps, pas cherché à développer le pays, le caractère précoce de la domination coloniale a favorisé le développement, dans certaines régions, d'une économie d'exportation (tel le sucre), à l'initiative souvent de capitaux britanniques. D'où la

1. Voir l'article d'*Inprecor* numéro 157, du 26 septembre 1983. Sur l'histoire des Philippines, se reporter aux travaux de Renato Constantino, et tout particulièrement à *The Philippines: A Past Revisited*, Quezon City, Tala Publishing Services, 1975 (aussi publié par la *Monthly Review Press*, New York, 1976, sous le titre de « A History of the Philippines from Spanish Colonialism to the Second World War »), et à *The Philippines, The continuing Past*, The Foundation for Nationalist Studies, Quezon City, 1978.

2. Voir à ce sujet Jonathan Fast et Jim Richardson, *Roots of Dependency, Political and Economic Revolution in 19th Century Philippines*, Foundation for Nationalist Studies, Quezon City, 1979. En français, on peut lire : Georges Fischer, *José Rizal, Philippin — 1881-1896. Un aspect du nationalisme moderne*, Maspero, Paris 1970.

naissance de nouvelles classes sociales capables de se dresser contre l'administration espagnole et le clergé catholique. Mais l'encadrement précoce de la population par ce clergé catholique et rétrograde, féodal, qui bloque le développement de l'instruction publique, a efficacement coupé la population de l'influence du mouvement socialiste et ouvrier européen et des mouvements révolutionnaires asiatiques. Par ailleurs, de nombreuses régions du pays ne sont pas directement touchées par l'extension de l'économie de marché. Les traditions révolutionnaires ne s'enracinent que dans des zones déterminées : le centre et le sud de l'île de Luzon, l'île de Negros notamment.

A ses origines, la direction du mouvement nationaliste reste entre les mains de forces essentiellement bourgeoises. Non pas de forces triomphantes et sûres de leur puissance, mais d'un mouvement qui a négocié sa capitulation auprès des États-Unis après avoir remporté la victoire face aux Espagnols. Pour se justifier, les nouveaux administrateurs philippins devront présenter le corps expéditionnaire américain comme une armée de libération et devront tout faire pour effacer la mémoire de l'héroïque résistance populaire qui s'était manifestée jusqu'en 1908. La formation de la conscience nationale a donc été modelée aussi bien par la révolution de 1896-1898 que par la précocité et la profondeur de la domination espagnole.

FAILLITE ET RENAISSANCE DU MOUVEMENT COMMUNISTE

Aux origines, le mouvement syndical ouvrier et le mouvement paysan sont dirigés par des éléments à la fois nationalistes et politiquement conservateurs. Au milieu des années 1920, une bipolarisation s'opère au sein du mouvement de masse sous l'impact de divers facteurs : le recul *sine die* de la date où le pays doit devenir indépendant, la crise économique qui se solde par une baisse du niveau de vie des masses, l'écho de la révolution russe et de la fondation de la Troisième Internationale ...

En 1925, le Partido Obrero voit le jour. Il se marxise. En 1927, le mouvement syndical scissionne entre conservateurs et radicaux. Les principaux syndicats adhèrent au Secrétariat syndical panpacifique du Profintern (l'Internationale syndicale rouge). En 1930, le PKP (Partido Komunista ng Pilipinas, Parti communiste des Philippines) est formellement constitué. Le nouveau parti possède une influence de masse ouvrière et paysanne au travers du KAP (Katipunan ng mga Anak-Pawis ng Pilipinas ou Congreso Obrero de Filipinas) pour les travailleurs urbains, et du KPMP (Katipunan Pambansa ng mga Magbubukid ng Pilipinas, Confédération nationale des fermiers non propriétaires et ouvriers agricoles) dans les campagnes (3).

Pour des raisons largement objectives, ce nouveau mouvement communiste prend corps essentiellement dans la région de Manille et dans certaines zones de l'île de Luzon. La répression le frappe et il ne



La main sur le cœur, le président Marcos et Ronald Reagan, en septembre 1982. (DR)

pourra bénéficier que de rares périodes d'existence légale. Mais, de plus, les orientations suivies sous l'influence de Moscou lui interdisent aussi de profiter des possibilités de développement qui lui sont néanmoins offertes. Durant les premières années, il défend une ligne ultra-gauche (vers l'insurrection armée) et très sectaire correspondant à l'orientation défendue alors par l'Internationale communiste et dite de la « troisième période ». A partir de 1933 — et surtout à partir de 1938 — il défend par contre, au nom de l'antifascisme, une ligne « démocratique » et antijaponaise qui va contribuer à désarmer une nouvelle fois le mouvement face aux forces américaines.

A la veille de la Seconde Guerre mondiale, le PKP réussit à s'implanter dans des milieux où il restait très faible, comme chez les étudiants et les intellectuels. Et, durant l'occupation japonaise du pays, il étend beaucoup son influence

et son organisation grâce à ses guérillas (les Huk ou Hukbalahap, Armée antijaponaise du peuple) fondées en mars 1942. La ligne du PKP remet à plus tard le combat social contre les propriétaires fonciers. Mais, dans les faits, le développement même des guérillas Huk engendre une bipolarisation de classe dans les régions concernées. Les propriétaires fonciers s'enfuient ou collaborent avec l'occupant, par peur du mouvement de masse.

Au lendemain de la guerre, le PKP se retrouve donc plus fort que jamais, politiquement, socialement et, maintenant, militairement. Mais, suivant encore en cela la ligne de Moscou, il accueillera l'armée américaine comme une armée de libération et non d'occupation (toute sa

3. Sur l'histoire des premières décennies du mouvement communiste philippin voir aussi Norman Lorimer, *Philippine Communism, An Historical Overview*, Journal of Contemporary Asia, vol. 7, numéro 4, 1977.

propagande antérieure ayant insisté sur la nécessité de s'allier aux Etats-Unis, puisance démocratique, contre le Japon). Or, l'administration américaine porte d'emblée des coups sévères au PKP. Puis, une fois l'indépendance formelle accordée, et après les élections de 1946 (où 6 candidats du Front démocratique, animé par le PKP, sont élus), une chasse aux sorcières est déclenchée contre les communistes par le nouveau président, Manuel Roxas.

En 1947, les guérillas Huk, qui n'avaient pas rendu leurs armes, commencent à se réorganiser. En 1948, les tenants de la résistance armée gagnent la majorité à la direction du PKP. Malgré le retard accumulé, le PKP et les Huk bénéficient de divers facteurs : la déconsidération du régime à la suite de la campagne électorale de 1946, par trop frauduleuse, les tensions sociales dans plusieurs régions rurales, l'impact de la révolution chinoise et la résistance engendrée par la répression massive (4).

La direction du PKP croit alors la victoire possible à court terme. Elle étend au maximum ses guérillas et se retrouve par là-même militairement à découvert. Dans les villes, l'éducation pacifiste donnée au cours des années précédentes désarme les militants. Le régime bénéficie d'un appui américain très important. Et le nouveau président, Ramon Magsaysay, mène une politique démagogique qui porte des fruits. En 1952, le PKP et les guérillas Huk sont pour l'essentiel brisés. Le mouvement paysan recule profondément, ainsi que le mouvement syndical urbain, qui s'était réorganisé après la guerre dans le CLO (Congress of Labour Organisations). Des dirigeants communistes se rendent. Certaines guérillas tournent au banditisme, comme celle du commandant Sumulong dans la province de Pampanga.

Il faut attendre la fin des années 1960 pour que le mouvement de masse reprenne l'initiative, essentiellement par le biais du mouvement étudiant, dont la composition sociale, hier très élitiste, commence à changer. Les leçons de l'échec du PKP, l'impact du schisme sino-soviétique et de la révolution culturelle en Chine, le réveil des luttes politiques se réfractent dans une scission au sein du PKP. Une poignée de militants — ayant pour la plupart adhéré au parti au début des années 1960 — fondent un nouveau parti (ou « rétablissent » l'ancien parti, selon leur formule soucieuse de renouer une continuité avec le passé), le PCP (Parti communiste des Philippines marxiste-léniniste pensée Maotsétoung, de son nom complet). Trois mois plus tard, le PCP constitue la NPA (New People's Army, Nouvelle armée du peuple) en choisissant symboliquement le jour anniversaire de la fondation des Huk (5).

L'influence du nouveau parti aux références alors strictement maoïstes se manifeste avant tout dans le mouvement étudiant, mais il gagne des cadres paysans et militaires venant des Huk et commence à pénétrer le mouvement syndical où le PKP reste fort actif. Les rapports de forces entre les deux partis sont loin d'être tranchés quand le président Marcos décrè-

te, le 21 septembre 1972, la loi martiale sur l'ensemble du pays. Ce sera le premier test sérieux pour le jeune PCP, et, politiquement, le test ultime pour le PKP.

Dans un premier temps, le PCP et son bras armé, la NPA, subissent des coups très durs du fait de la répression et d'une orientation militariste, guérillériste qui s'illustre par l'implantation d'un foyer de guérilla trop ambitieux dans le nord-est de Luzon, la vallée de la Cagayan. Mais il se remettra progressivement de cet échec. Le PKP doit lui aussi entrer dans la clandestinité. Mais la direction décide de composer avec le régime Marcos, auquel elle trouve les vertus d'une bourgeoisie nationale. Elle liquide physiquement nombre des dirigeants d'une fraction qui s'opposait à cette orientation (la Fraction marxiste-léniniste). Et, en octobre 1974, elle passe un « accord d'unité nationale » avec l'administration Marcos. Le PKP bénéficie alors d'une activité semi-légale et certains de ses dirigeants se retrouvent notamment au ministère du Travail.

Le PKP a gardé un certain fonctionnement organisationnel et a maintenu son allégeance à Moscou. Il possède probablement toujours une influence notable dans le mouvement syndical et, peut-être, quelques points d'appui en milieu rural. Mais, en tant que force révolutionnaire, il s'est disqualifié, de par les liquidations physiques décidées par sa direction, et de par son alliance durable avec le régime de la loi martiale. Le fait que le PKP ait toujours maintenu des critiques formelles vis-à-vis du gouvernement et que, depuis quelque temps, il prenne des distances croissantes vis-à-vis du régime ne change rien à la gravité de la politique de capitulation suivie tout au long des années 1970 et depuis lors.

L'IMPACT DE LA PÉRIODE DE LOI MARTIALE SUR LES LUTTES SOCIALES

Pour toute une série de raisons, le mouvement révolutionnaire et le mouvement de masse n'étaient pas en mesure de riposter efficacement à la proclamation de la loi martiale en 1972 : l'échec, puis la capitulation totale du PKP, la jeunesse politique et organisationnelle du PCP, le caractère très inégal de la crise politique et sociale suivant les régions, l'insuffisant niveau d'organisation des masses, l'importance de l'appui accordé à Marcos par les Etats-Unis et les fonds de la Banque mondiale... Pourtant, malgré ses succès ini-

taux, l'orientation mise en œuvre par le gouvernement a recréé les conditions d'une nouvelle montée des luttes populaires dans le pays.

Marcos a rapidement engagé une politique agressive dans l'île méridionale de Mindanao, le cœur du Bangsa Moro Land, territoire revendiqué par les forces musulmanes du sud de l'archipel. Un ensemble d'îles très important est en effet historiquement musulman. Des sultanats y ont été constitués dès avant l'arrivée des Espagnols, qui n'ont d'ailleurs jamais réussi à imposer leur pouvoir colonial effectif sur ces régions. Mais, depuis l'entre-deux guerres, des colons paysans chrétiens originaires de l'île septentrionale de Luzon et des Visayas (ensemble d'îles au centre du pays) ont systématiquement été envoyés en territoire musulman par les gouvernements de Manille. A tel point que la population chrétienne de Mindanao est maintenant très importante (6).

L'île de Mindanao est, pour des raisons climatiques, particulièrement riche sur le plan agricole. Elle offre également d'autres avantages, et le régime Marcos a décidé de l'ouvrir au développement de l'agrobusiness (dominé par des capitaux américains et japonais), repoussant pour ce faire la population musulmane ou animiste dans les zones reculées. Le régime a ainsi provoqué l'ouverture d'une véritable guerre de longue durée avec les forces du MNLF (Moro National Liberation Front) et de la Bangsa Moro Army. Pendant longtemps, les deux tiers de l'armée gouvernementale ont ainsi été fixées au sud de l'archipel, contre les populations musulmanes. Malgré des tentatives de médiation et des accords temporaires, l'état de guerre continue dans le territoire Bangsa Moro.

La militarisation du pays a pris son essor à Mindanao, et la population chrétienne a été à son tour touchée par la présence d'une armée en campagne. Alors que les forces communistes étaient faibles dans l'île de Mindanao, elles ont connu un important développement depuis quelques années, ainsi que le mouvement de masse. C'est aussi à Mindanao que les groupes paramilitaires foisonnent, et leurs exactions, leurs massacres ont provoqué de nombreux scandales et de nombreuses résistances.

Ce qui s'est passé à Mindanao se passe également dans de nombreuses autres régions du pays. Pour ouvrir le pays aux capitaux étrangers, généralement américains et japonais, mais aussi australiens et

4. Sur les Huk, on peut notamment lire (bien que l'auteur semble effectivement sous-estimer le rôle du PKP dans la combativité des masses rurales de Luzon) Benedict J. Kerkvliet, *The Huk Rebellion, a Study of Peasant Revolt in the Philippines*, New Day Publishers, Quezon City, 1979. En français, on peut lire le témoignage de William Pomeroy, communiste américain resté fidèle à Moscou, qui a participé aux guérillas Huk, *Les Huks dans la forêt des Philippines*, Maspéro, Paris, 1968.

5. Pour connaître les analyses et les orientations du PCP en 1970, voir Amado Guerrero, président du comité central, *Philippine Society and Revolution*, IAFP, Oakland, 1979. Voir

aussi José M. Sison, *Struggle for National Democracy*, Amado V. Hernandez Memorial Foundation, Manila, 1972. Pour l'évolution ultérieure, voir Paul Petitjean, « L'évolution des partis communistes thaï et philippin », *Inprecor* numéros 84 et 85, des 11 et 25 septembre 1980.

6. Sur la lutte des Moro et du MNLF, voir *Permanent Peoples' Tribunal Session on the Philippines, Philippines: Repression and Resistance*, KSP Publication, London 1980. La revue *Southeast Asia Chronicle* a publié un intéressant numéro sur cette question (numéro 82, de février 1982). Elle a également publié d'autres numéros importants sur les Philippines, comme son numéro 62, de mai-juin 1978.

européens, le gouvernement s'attaque aux populations locales. Pour rompre les résistances, il engage une politique de militarisation et, du fait notamment de l'activité du PCP et de la NPA, il provoque la radicalisation de militants et de couches sociales qui n'avaient jamais eu d'expériences révolutionnaires dans le passé. Les conditions sociales restent très diverses d'une région à l'autre, d'une île à l'autre (7). Mais, en constituant pour la première fois une véritable armée et une véritable police nationales, en imposant pour la première fois un plan de « développement » national, en utilisant les militaires comme instrument privilégié de gouvernement, le régime a créé un ennemi commun et clairement identifiable pour des masses jusque-là dispersées, atomisées, divisées géographiquement (par la mer et les montagnes), linguistiquement (le tagalog, langue nationale, n'est naturellement parlée que par 20 % de la population), historiquement. Cet ennemi, c'est l'Etat national et sa personnification, la famille Marcos-Romualdes, celle du président et de sa femme.



L'enterrement d'Aquino a donné lieu à une manifestation antidictatoriale. (DR)

Bien sûr, ce processus d'extension et d'unification des luttes prend beaucoup de temps. C'est l'une des raisons qui expliquent la prudence actuelle des oppositions face à la crise du régime Marcos. C'est la première fois dans l'histoire de l'archipel qu'une lutte pour le pouvoir s'engage véritablement à l'échelle nationale, et il reste encore bien des obstacles à surmonter. Mais ce processus s'est enclenché voilà plusieurs années et il s'accélère depuis.

L'une des premières fonctions du régime de loi martiale a été d'assurer, par la répression, l'encadrement et l'atomisation du mouvement de masse, une main-d'œuvre à bon marché pour les multinationales et les proches du palais présidentiel. Selon les chiffres gouvernementaux, sous la loi

martiale, le niveau de vie des masses paysannes et des travailleurs urbains ou ruraux a chuté d'environ 30 % en moyenne. Dans les zones franches industrielles, les maigres droits syndicaux formellement reconnus ailleurs cessent pour la plupart d'exister.

Mais le mouvement ouvrier a recommencé à agir dès 1975, avec une importante grève dans la distillerie de La Tondena. Les grèves ont repris plus généralement, avec des hauts et des bas. En 1980, un courant syndical radical s'est cristallisé au sein d'une nouvelle confédération de fait, le KMU (Kilusang Mayo Uno ou Mouvement du 1er Mai), qui regroupe des fédérations nationales ainsi que des sections locales pouvant appartenir à d'autres fédérations. Une alliance plus large — le PMP — s'est aussi constituée, regroupant le KMU, les syndicats affiliés à la Fédération syndicale mondiale (FSM), et des syndicats d'industrie. Le KMU, lors de ses rassemblements du 1er Mai a regroupé, à Manille, de 20 000 à 40 000 travailleurs, suivant les années. Il s'agit-là d'un important développement

vers la reconstitution d'un vaste mouvement syndical de classe, militant et radical. En 1982, une très importante grève s'est par ailleurs menée, paralysant brièvement la principale zone franche du pays, la zone de Mariveles, en face de Manille.

L'un des premiers secteurs à être mobilisé après l'imposition de la loi martiale fut celui des bidonvilles. On trouve dans le Grand Manille — une métropole d'environ 8 millions d'habitants — de vastes bidonvilles, dont le plus important, celui de Tondo, situé derrière le port, a connu une lutte très longue et très bien organisée. Aujourd'hui affaiblie par la démolition partielle de ce bidonville, l'organisation ZOTO (Zone One Tondo) n'en a pas moins joué un rôle exemplaire et très significatif dans la multiplication des orga-

nisations de pauvres urbains habitant des bidonvilles et travailleurs du secteur « informel », celui des « petits métiers ».

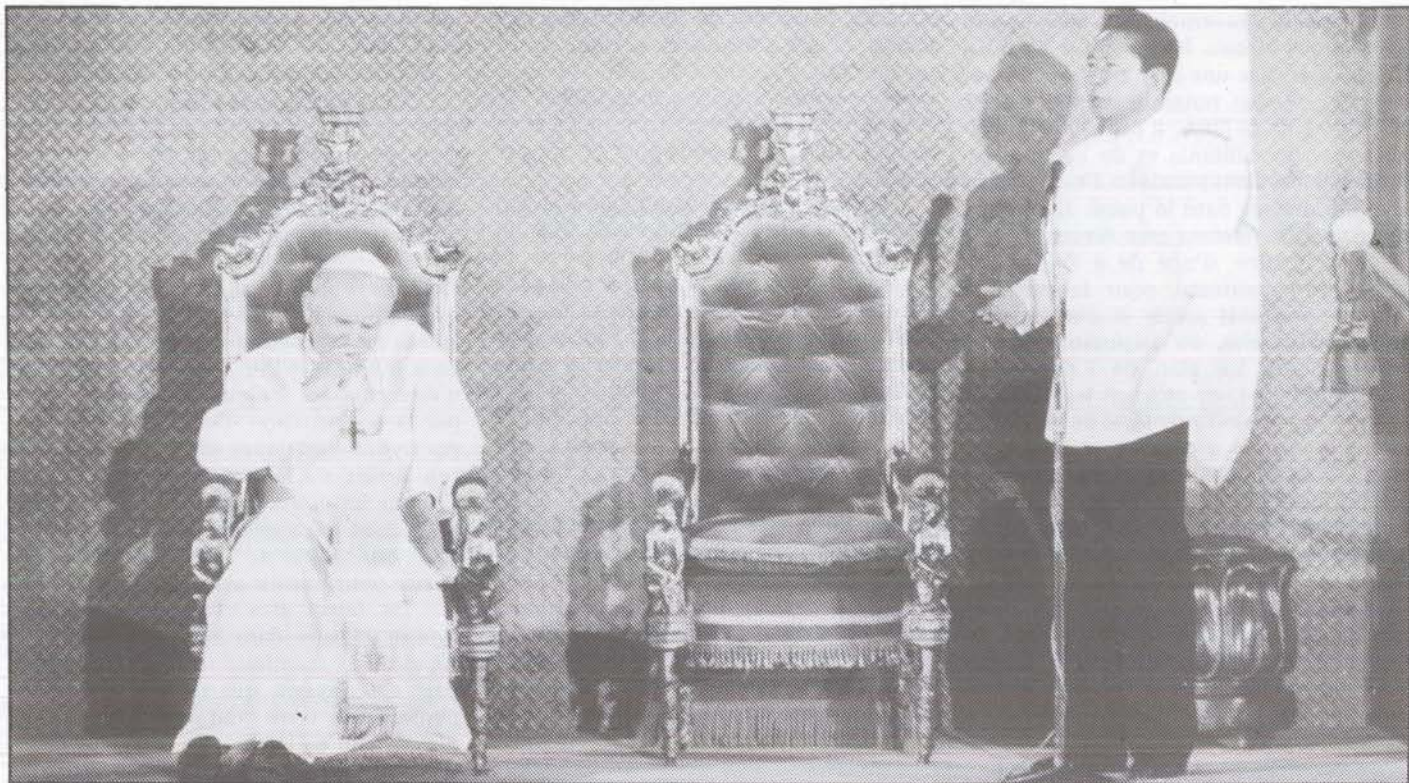
Suite aux grands travaux d'aménagement et d'infrastructure engagés par le régime, des populations locales se sont mobilisées une à une et se sont organisées dans la lutte. Comme les bateliers et la population de Navotas, au nord de Manille, confrontés à la construction par les Japonais d'un port moderne de containers qui liquiderait leurs emplois. Comme les tribus montagnardes Kalinga et Bontoc, dans le nord de l'île de Luzon, menacées d'être chassées de leurs terres ancestrales par la construction d'une série de barrages hydro-électriques sur la rivière Chico (un projet de la Banque mondiale) (8). Comme les petits pêcheurs de l'île de Samar, dont les zones de pêche sont dévastées par l'activité des chalutiers, en chasse pour fournir le marché japonais.

De façon plus générale, la réforme agraire engagée dans les zones rizicoles a rapidement manifesté ses limites. La plupart des paysans qui en « bénéficient » perdent leur terre pour dette avant même d'avoir fini de l'acheter. Car il faut acheter la terre « distribuée » dans le cadre de la réforme et il faut assurer une agriculture moderne (la révolution verte) qui peut produire beaucoup, mais qui coûte aussi beaucoup, en engrais, semences, pesticides, travaux, etc. La condition des travailleurs des plantations de sucre à Negros, déjà terrible, est maintenant encore aggravée par l'introduction d'une mécanisation poussée qui menace des milliers et des milliers d'emplois. Les producteurs de noix de coco sont durement frappés par la mévente de leur produit sur le marché mondial, et l'agriculture philippine, bien souvent destinée à l'exportation, est ébranlée par la baisse du cours des matières premières agricoles.

La crise sociale et la répression, les effets d'une politique de militarisation systématique du pays, le durcissement du régime face au développement des luttes, malgré la levée formelle de la loi martiale en janvier 1981, expliquent pour une large part l'extension géographique des guérillas de la NPA d'une part et, d'autre part, la radicalisation de secteurs croissants des militants sociaux d'organismes religieux ainsi que celle d'une minorité, petite mais significative, de prêtres et de religieuses qui se reconnaissent dans la résistance populaire. L'Eglise catholique — influente au cœur du pays philippin —

7. Sur les développements économiques, essentiellement concernant l'agriculture, voir Third World Studies Program, *Political Economy of Philippine Commodities*, TWSC (University of the Philippines), Quezon City, 1983. Lussa Research Staff, *Countryside Report*, Manila, 1982. Rene E. Ofreneo, *Capitalism in Philippine Agriculture* : Foundation for Nationalist Studies, Quezon City, 1980. Voir aussi le livre publié à la suite de la session du Tribunal permanent des peuples, cité à la note 6.

8. Sur la question des minorités montagnardes aux Philippines et la présentation de leurs luttes dans le contexte du pays tout entier, voir Anti-Slavery Society, *The Philippines, Authoritarian government, multinationals and ancestral lands*, London, 1983.



Le dictateur Marcos et le Pape, à Manille, en février 1982. (DR)

est traversée par les mêmes contradictions que la société, ce qui explique pour une part les inquiétudes manifestées par la haute hiérarchie face à un régime dont la politique nourrit la guerre civile.

L'ÉVOLUTION DU MOUVEMENT COMMUNISTE

Le PCP, la NPA et le NDF (National Democratic Front, Front national démocratique, animé par le PCP) sont loin d'être à l'origine de tous les mouvements démocratiques et sociaux de ces dernières années. Ils ont même parfois été pris de court par des développements imprévus, comme lors du déclenchement d'un mouvement contre la loi martiale dans les villes, organisé par des militants chrétiens, alors que les réseaux urbains du PCP s'occupaient surtout d'aider les guérillas rurales. Mais ils ont réussi à se lier, voir à organiser ou à diriger en tout ou en partie, un très grand nombre de ces mouvements, au départ plus ou moins spontanés. Ils forment aujourd'hui la principale ossature de la résistance populaire au régime.

Pour ce faire, le PCP a dû modifier, par touches successives, son orientation initiale, proche de la théorie guérillériste du « fo-co » latino-américaine. Ne pouvant, comme le PC thaïlandais, s'adosser à des frontières sûres et recevoir un appui matériel extérieur important, il a dû s'enraciner dans la population locale des campagnes où ses guérillas opèrent. Il lui a été aussi nécessaire d'accorder progressivement une place plus importante au travail urbain et au travail d'organisation légal ou semi-légal en dehors des zones de guérilla proprement dites. Face à l'évolution de la direction chinoise, il a, de fait, pris ses distances par rapport à Pékin et a engagé un nouveau travail de réflexion idéologique.

Mais, du fait même de ses succès, le PCP — avec la NPA et le NDF — est tou-

jours confronté à des problèmes nouveaux ou à des faiblesses plus anciennes mais pas encore surmontées, comme le manque de cadres, alors que son influence s'étend rapidement à des régions et des secteurs variés, mais aussi à des questions d'orientation, qui deviennent plus complexes avec l'évolution actuelle de la situation et l'extension du champ de l'intervention politique dans les masses : quelles alliances nouer, avec quelles forces politiques et sous quelles formes, à quelles conditions ? Un débat s'est engagé sur les enseignements des révolutions centro-américaines touchant, notamment, à ces questions. Et comment mener l'intervention du parti au sein d'organisations de masse autonomes, en dehors des zones de guérilla ? Quelles orientations proposer aux syndicats ? Comment élargir et formaliser le Front national démocratique ? Comment étendre, aussi, et consolider le travail de solidarité international ?

Problèmes d'organisation, problèmes d'orientation politique donc, et problèmes idéologiques aussi. Le « modèle chinois » a fait son temps. Mais comment réévaluer systématiquement l'héritage idéologique du mouvement et son analyse de la situation mondiale ? Le PCP est longtemps resté prisonnier de clichés conceptuels concernant la « définition » de la société philippine (semi-féodale, semi-coloniale), si bien que malgré l'extension remarquable de son travail de masse rural (et même urbain), il a accumulé un retard dommageable sur ce plan (9).

Ceci dit, le PCP — avec le NDF et la NPA — occupe aujourd'hui une place centrale et irremplaçable dans l'organisation des luttes populaires. Il n'est pas le seul mouvement engagé dans le camp progressiste et révolutionnaire (10). C'est aussi le cas de certains courants issus du front « Social Démocrate » (Soc-Dem : animé par des jésuites et non pas par un Parti socia-

liste), de petits groupes marxistes indépendants, de courants chrétiens radicaux peu structurés (partiellement organisés par les Chrétiens pour la libération nationale, CNL, membres fondateurs du NDF), de mouvements agissant parmi les milieux intellectuels et les professions libérales, comme le KAAKBAY (Mouvement pour la souveraineté des Philippines et la démocratie) animé par l'avocat José Diokno.

Mais le PCP — avec la NPA et le NDF — est le seul mouvement capable de coordonner des luttes à l'échelle nationale, d'articuler les combats politiques, sociaux et militaires, d'offrir une perspective concrète à moyen terme, et de définir un cadre unitaire viable aux diverses forces progressistes. Il a gagné cette place grâce à l'activité et aux sacrifices de ses militants et de ses dirigeants, dont beaucoup sont morts ou ont été incarcérés.

La responsabilité actuelle du Parti communiste des Philippines est d'autant plus grande que l'assassinat d'Aquino a ouvert une crise de régime qui couvait depuis quelque temps déjà. La situation évolue rapidement, et même si la lutte pour le pouvoir ne peut encore être engagée de façon décisive à l'échelle nationale, toutes les forces politiques vont devoir adapter leurs orientations et leurs choix tactiques à une situation mouvante. ■

Paul PETITJEAN
23 septembre 1983.

9. Pour avoir une idée de ce débat, qui traverse les divers courants de la gauche philippine, voir *Symposium. Feudalism and Capitalism in the Philippines. Trends and Implications*. Foundation for Nationalist Studies, Quezon City, 1982.

10. En ce qui concerne l'opposition bourgeoise au régime Marcos, voir l'article publié dans le précédent numéro d'*Inprecor*.

La campagne pour la défense des cliniques d'avortement indépendantes

AU Canada, l'avortement est régi par une clause du Code criminel. Un avortement n'est « légal » que lorsqu'il est réalisé dans un hôpital accrédité par une province, avec le consentement d'un comité d'avortement thérapeutique, seul habilité à décider si la poursuite d'une grossesse met en danger la vie d'une femme. Cette loi, qui nie totalement tout droit des femmes à la libre décision, laisse la pratique de l'avortement à la merci des caprices et des préjugés des médecins et administrateurs hospitaliers.

Le bilan est clairement mis en évidence par un rapport de Statistique Canada du 14 juin dernier. Près du quart des seuls 237 hôpitaux disposant de comités d'avortement thérapeutique n'ont pratiqué aucun avortement en 1981. Plus de 73 % de tous les avortements légaux ont été pratiqués dans 15 % seulement de ces hôpitaux. Le nombre des avortements légaux a diminué entre 1980 et 1981, passant de 65 855 à 65 127. Des milliers de femmes vont donc se faire avorter aux États-Unis — leur nombre a doublé depuis 1979 — ou doivent avoir recours aux avortements clandestins. Le chiffre de 2 651 femmes allant se faire avorter chaque année aux USA donné par les statistiques ne reflète pourtant qu'une partie de la vérité.

C'est dans ce contexte que des médecins ont décidé de braver la loi pour créer des cliniques d'avortement indépendantes — à Winnipeg et Toronto, ainsi qu'ils l'avaient fait auparavant au Québec — et procurer ainsi des possibilités d'avortement dans de bonnes conditions médicales et dans un climat de dignité et de respect pour les femmes. En ce sens, les cliniques d'avortement indépendantes répondent à un besoin réel et urgent de milliers de femmes. Les différentes organisations de femmes se sont d'ailleurs mobilisées derrière cette initiative, en réclamant du gouvernement la légalisation de ces cliniques. La répression ne s'est pas faite attendre, puisque plusieurs médecins et infirmiers des deux cliniques installées à Winnipeg et Toronto ont été inculpés, en juin dernier, de « *complot en vue de provoquer des fausses couches chez les femmes enceintes* », risquant ainsi une peine de prison à vie. Des descentes de police ont ensuite été effectuées dans ces cliniques pendant l'été, suscitant une riposte significative, malgré la période estivale peu propice à la mobilisation.

C'est la mobilisation pour la défense des personnes inculpées, des cliniques indépendantes et leur légalisation par le gouvernement, étape importante du combat des femmes pour le droit à l'avortement et à la libre décision d'avoir ou non des enfants, qu'analyse l'article ci-dessous.

Penny DUGGAN

Au cours des derniers mois, la question de l'avortement a véritablement dominé la vie politique au Canada, tout principalement dans la partie anglophone du Canada. Au mois de juillet, l'hebdomadaire canadien *Maclean's* décrivait ainsi l'atmosphère qui régnait dans le pays : « *Partout, les Canadiens prennent position sur le droit ou non à avorter... Dans les magasins, dans les écoles, dans les meetings politiques, on discute du problème de l'avortement et celui-ci a cessé d'être considéré comme une question politique marginale, voire futile.* »

Ce débat a été déclenché par l'ouverture de deux cliniques d'avortement indépendantes, l'une à Winnipeg, l'autre à Toronto. Parmi les praticiens qui y exercent, on retrouve, entre autres, le Dr. Henry Morgentaler, dont on avait beaucoup parlé en 1975, lorsqu'il avait fait dix mois de prison pour avoir pratiqué des avortements illégaux dans sa clinique de Montréal. Cependant, au cours de ses trois procès survenus à Montréal, aucun jury ne l'avait condamné, et son attitude

résolue avait abouti à ce que soit reconnu, dans la province du Québec, le droit des femmes à avorter sur leur propre requête, dans des cliniques fondées par le système d'assurances sociales, dans les grandes villes tout du moins.

Le fonctionnement des cliniques de Winnipeg et de Toronto entre en contradiction avec la loi fédérale sur l'avortement de 1969. En effet, selon cette loi, la femme qui a décidé, en accord avec son médecin, de subir un avortement, doit ensuite recevoir l'approbation d'une commission médicale (dénommée TAC, Comité d'avortement thérapeutique) composée en règle générale de trois médecins qui ne peuvent pratiquer les avortements. La loi établit également qu'un avortement ne peut être pratiqué que si la vie ou la santé de la femme sont en danger. Dans la mesure où ces termes ne sont pas définis, ils peuvent être interprétés soit dans un sens très large, comme le fait l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui estime que la santé de la femme est en danger si son bien-être social est menacé, soit dans un sens très restrictif, c'est-à-dire si la femme risque

de mourir ou de se suicider du fait de sa grossesse.

Avec ce système, ce sont finalement les opinions personnelles des médecins ou des communautés locales qui déterminent, dans chaque région, si les femmes peuvent ou non avorter légalement dans leur hôpital. Pour les hôpitaux, il n'est pas obligatoire de mettre en place un TAC, et seuls 30 % d'entre eux l'ont fait. Dans les petits hôpitaux, où l'on ne compte pas même quatre médecins, c'est de toute façon chose impossible. La situation est particulièrement mauvaise dans les régions rurales. Dans un rapport de 1977, une commission d'enquête du gouvernement fédéral parvenait à la conclusion que ce système avait conduit à une « *grande injustice* » entre les femmes désirant avorter.

La nature restrictive de la loi sur l'avortement n'est pas le seul obstacle auquel les femmes ont à faire face. Sous la pression de facteurs économiques, les hôpitaux réduisent le nombre d'avortements à pratiquer, du fait des restrictions budgétaires. L'avortement étant considéré comme un acte médical « non essentiel », de moins en moins de lits sont disponibles à cet effet.

Il ne faut pas oublier non plus l'activité des défenseurs fanatiques du « droit à la vie ». Dans certaines régions, ils sont parvenus à exercer de fortes pressions dans les hôpitaux et à limiter sévèrement le nombre d'avortements pratiqués. A Moncton par exemple, dans la province de Nouveau-Brunswick, l'hôpital a cessé, pendant six mois, de pratiquer des avortements sous la pression d'une vaste campagne accusant les médecins de procéder à un « *holocauste en silence* ». Selon le *Toronto Star*, « *même une fillette de douze ans, enceinte à la suite d'un viol, ne peut avorter légalement* (au Nouveau-Brunswick), les médecins étant intimidés par des fanatiques organisés en groupes de pression » (4 novembre 1982). Cependant, selon les résultats d'un sondage d'opinion effectué en 1982, 72 % des Canadiens interrogés estimaient que la décision d'avorter devait être laissée à la femme et à son médecin.

La situation à Toronto se détériore rapidement, bien que ce ne soit pas la pire que l'on puisse trouver au Canada. Judy Rebeck, dirigeante de l'Union de l'Ontario pour les cliniques d'avortement (OCAC), s'en explique de la manière suivante : « *Au cours des deux dernières années, nous avons débattu des problèmes d'accès à l'avortement en mettant en avant les faits suivants : le long délai imposé aux femmes, la somme qu'elles ont à payer en sus des assurances médicales, cela rend les avortements accessibles aux femmes ayant de l'argent et des relations. Au cours des deux derniers mois, tous les hôpitaux de Toronto ont sévèrement restreint ou même cessé de pratiquer des avortements au-delà de la quatorzième semaine de grossesse. Cela a été à l'origine d'une véritable crise dans la ville, les femmes qui découvrent leur grossesse trop tard ou qui ne réussissent pas à obtenir un rendez-vous à temps avec le*

comité ne pouvant se faire avorter nulle part, que ce soit dans la ville de Toronto ou dans la province de l'Ontario. »

L'OCAC a été créée en septembre 1982, lorsque des femmes investies dans le mouvement de santé publique, des travailleurs sociaux et des juristes décidèrent que quelque chose devait être fait pour lutter contre la détérioration de la situation, convaincus désormais que les démarches de couloir visant à faire pression pour obtenir une clinique « indépendante » (1) ne menaient à rien.

Ils décidèrent alors de créer une clinique du type de celle du Dr. Morgentaler et de mener une campagne analogue à celle qui avait été menée au Québec. Le Dr. Morgentaler fut sollicité pour apporter son aide, ce qu'il accepta de faire, avec un autre médecin, le Dr. Smoling.

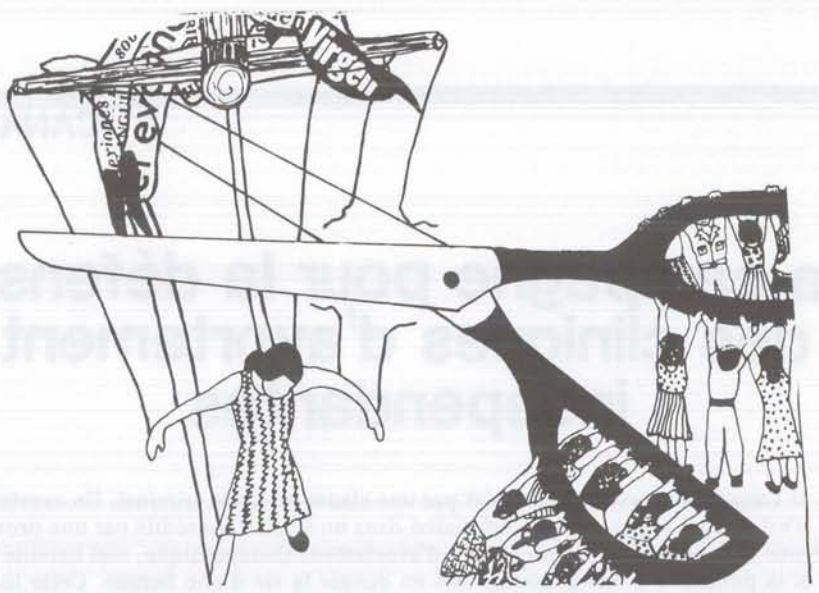
PREMIERS PAS VERS UNE MOBILISATION DE MASSE

Une soixantaine de groupes femmes furent invités au mois de septembre 1982 à un meeting qui fut un succès et donna naissance à l'OCAC. Cette nouvelle organisation décida qu'une campagne visant à faire évoluer l'opinion publique et à obtenir le droit à une clinique d'avortement indépendante devait, pour avoir du succès, gagner un soutien de masse. L'OCAC se fixa pour objectif de gagner ce soutien aussi vite que possible.

La date d'ouverture de la clinique fut fixée au mois de novembre 1982, et un rassemblement de masse fut organisé pour le 18 novembre, une série d'appels ayant été publiés dans les journaux. Le Dr. Morgentaler fit une intervention au cours de ce rassemblement, dont l'ampleur et la portée montrèrent, pour la première fois, qu'un mouvement de masse existait potentiellement sur la question. Ouverte en novembre, la nouvelle clinique fut ensuite contrainte d'évacuer ses locaux et de nouveaux locaux ne furent trouvés qu'au printemps 1983.

L'OCAC n'en a pas moins continué son activité. Si elle soutient la mise en place de la clinique, considérée comme un exemple test, elle se bat aussi sur un autre terrain, plus large, à savoir pour la légalisation des cliniques indépendantes et pour l'abrogation des lois fédérales sur l'avortement, régies par la clause 252 du Code criminel. Cela nécessite de mettre en œuvre une campagne d'éducation politique à long terme, d'intervenir dans le mouvement syndical de l'Ontario, de travailler avec les femmes du Nouveau parti démocratique (NPD, une formation de type social-démocrate disposant d'une certaine implantation ouvrière et opposée aux partis libéral et conservateur majoritaires à la Chambre des communes), et de prendre contact avec d'autres groupes et organisations afin d'obtenir leur soutien.

Judy Rebick résume ainsi le succès que la campagne a obtenu sur ce point : « En une année, nous avons été capables de renverser totalement les termes du débat sur l'avortement ; auparavant, la presse en parlait comme d'une lutte religieuse



(de la même façon qu'elle traite de la lutte en Irlande du Nord), alors que nous la percevions comme une lutte politique. C'est vrai, la presse avait toujours présenté ce débat sur l'avortement comme un débat hystérique, passionnel, religieux. Et nous avons réussi, en centrant le problème sur la question des droits des femmes et des droits de l'homme en général, à retourner complètement la situation en l'espace d'une année. »

L'ÉVOLUTION DE L'OPINION PUBLIQUE

« Je peux parler de mon expérience personnelle à cet égard : il y a un an, si j'allais voir quelqu'un à un congrès syndical en disant : "J'appartiens à l'OCAC", j'étais sûre de m'entendre répondre : "Oh, vous savez, je suis contre l'avortement". Aujourd'hui, c'est une réponse que je n'entends plus du tout. On me dit plutôt : "Bon, je suis contre l'avortement, mais je suis pour le libre choix. Je pense que la femme doit décider elle-même." Cela montre que cette campagne d'éducation a eu une influence profonde », note aussi Judy Rebick.

De nouveaux locaux ont été trouvés pour la clinique de Toronto, et elle a à nouveau ouvert ses portes en juin 1983. Presqu'immédiatement, c'est-à-dire deux semaines après, il y a eu une descente de police. Elle faisait suite à une descente opérée un mois plus tôt dans la clinique de Winnipeg ouverte par le Dr. Morgentaler.

La police a fait irruption dans la clinique de Toronto un matin, le 5 juillet exactement, malmenant les infirmières et essayant d'interrompre un médecin en train de pratiquer une interruption de grossesse. Malgré la résistance du personnel, les policiers sont malgré tout entrés dans la salle alors qu'une femme se trouvait sur la table d'opération. Les patientes ont été intimidées par la police, qui les a interrogées sur ce qui se passait dans la clinique. Ces « témoignages » sont aujourd'hui utilisés dans le dossier à charge contre le Dr. Morgentaler, le Dr. Smoling et un autre médecin, accusés de « provoquer des fausses-couches », ce qui est passible d'une peine de prison à perpétuité.

Au cours de l'instruction, le rôle joué

par le gouvernement s'est clairement dévoilé. Le procureur, qui, cela ne fait aucun doute, reçoit directement ses instructions du procureur général et du gouvernement, a demandé que la mise en liberté sous caution soit refusée, à moins que les médecins n'acceptent de se plier à son exigence, à savoir qu'ils ne mettent plus les pieds à la clinique. En refusant d'obtempérer à cette requête du Ministère public, les juges ont, par leur décision, créé un précédent d'importance. Les deux juges ont évoqué, pour se justifier face au Ministère, la nécessité d'éviter de faire de ces médecins des martyrs ou de les traiter comme des criminels. Il est certain que la campagne de sensibilisation de l'opinion publique menée par l'OCAC n'a pas été sans effet sur l'attitude des juges.

Au cours de cette période, les organisations opposées à l'avortement et au libre choix des femmes n'ont pas bougé. Elles comptaient sur la justice pour régler la question à leur place. Cette tactique s'est avérée être une erreur politique de taille, car la mobilisation en faveur du libre choix pour les femmes a été en mesure d'avoir de son côté la grande majorité de la presse qui a couvert son activité de façon largement positive. Il y a eu quelques actions isolées que les groupes opposés à l'avortement n'ont ni revendiqué ni condamné. Celles-ci ont été très violentes. Ainsi, le 15 juin, jour de l'ouverture de la clinique de Toronto, un homme a attaqué le Dr. Morgentaler avec une paire de cisailles. Un peu plus tard, un individu mettait le feu à une librairie de femmes, qui se trouve dans le même bâtiment que la clinique.

La première manifestation contre la clinique a eu lieu en août. Elle était organisée par le groupe People Against Abortion Clinics (Adversaires des cliniques d'avortement). En dépit d'appels parus pendant quatre jours dans le *Toronto Star* et de bus mis à la disposition d'autres villes à travers tout l'Ontario, elle n'a pu rassembler qu'un millier de personnes.

1. L'OCAC définit la clinique d'avortements indépendante comme une clinique située dans des locaux indépendants des hôpitaux et assurant aux femmes des interruptions de grossesse dans de bonnes conditions médicales, à des tarifs bien moindres que si elles devaient se rendre aux USA, et dans le respect de leur dignité.

Par contre, le soutien et la mobilisation en faveur de la clinique ont été très puissants et on a vu des gens qui n'avaient jamais participé auparavant à des manifestations se joindre à ces mobilisations. Un rassemblement a été organisé quelques jours après l'incendie de la librairie de femmes, pour montrer que les groupes opposés à l'avortement étaient politiquement responsables de ce genre d'actions, même s'ils n'en étaient pas les auteurs directs. Près de 2 000 personnes y ont participé, au beau milieu de l'été.

Juste après la descente de la police, le 5 juillet, 150 personnes se sont rassemblées spontanément, en une heure, à l'extérieur de la clinique de Toronto. C'était une réaction militante, large, émanant de femmes pour l'essentiel, mais bénéficiant aussi d'un soutien non négligeable de la part des hommes. Les manifestants se sont assis sur les marches pour empêcher la police d'emporter l'équipement de la clinique. Le lendemain, 5 000 personnes participèrent à un rassemblement très militant, alors qu'il n'y avait eu que 24 heures pour l'organiser. Selon Judy Rebeck, « *les gens n'étaient pas venus là pour se promener ou pour rencontrer des amis. Ils étaient venus là de façon combative. C'était très sensible à la façon dont ils entonnaient les mots d'ordre et défilaient dans la rue. On peut dire qu'au cours du dernier mois et demi, il y a eu à Toronto plus de manifestations sur l'avortement que de manifestations sur n'importe quel autre sujet en toute une année* ».

Le *Toronto Star* a publié un sondage, dont les résultats indiquaient qu'après l'action de la police, 62 % des personnes interrogées soutenaient la clinique, c'est-à-dire 3 ou 4 % de plus qu'avant l'opération policière.

LA RÉPONSE DU GOUVERNEMENT : DÉMOBILISER LE MOUVEMENT

Visiblement, la tactique des gouvernements provincial et fédéral pour combattre ce mouvement sera de tenter de le démobiliser, en accordant des petits bouts de réformes. En août, Judy Ercola, ministre fédéral, a déclaré qu'il y avait effectivement un problème avec la loi sur l'avortement, et que ce problème était celui de l'accès à l'avortement. Les déclarations qu'elle a faites à ce sujet, avec le ministre d'État Mark McGuigan, n'ont cependant pas encore été prises en compte par le gouvernement provincial. Ainsi, Judy Ercola a déclaré qu'il fallait améliorer les conditions d'accès à l'avortement, mais pas comme le fait le Dr. Morgentaler, qui « *pratique des avortements comme on arrache une dent* ». Il est possible que le fond de la réforme à venir soit de rendre les TAC obligatoires dans tous les hôpitaux d'une certaine dimension. Le gouvernement de la province de Manitoba a fait des tentatives dans ce sens en s'engageant à créer un service d'avortement dans un hôpital, mais pour l'instant, cette promesse est restée lettre morte.

Depuis la descente de police, l'OCAC a avancé une nouvelle revendication,



« *pour le retrait des accusations portées contre Morgentaler et ses associés* », parallèlement à sa revendication centrale de légalisation des cliniques d'avortement indépendantes. Elle se bat également pour « *garder la clinique ouverte* ». Actuellement, la clinique n'offre que des permanences de conseil, mais on espère qu'elle pourra reprendre la totalité de ses services aussitôt que possible.

La revendication centrale de la légalisation de la clinique a permis d'unir, comme cela a rarement été le cas, tous les groupes du mouvement de femmes — qu'il s'agisse de féministes socialistes, de féministes radicales ou libérales — et toutes les organisations qui, de près ou de loin, ont un rapport avec le mouvement des femmes. Tous ces groupes participent activement au développement de la campagne. Un large soutien a été apporté par la Fédération syndicale de l'Ontario (Ontario Federation of Labour, OFL) et son président, Cliff Pilkley, ainsi que par le comité des femmes de la Fédération. Cependant, il n'y a pas encore pour l'instant de véritable soutien organisé de la part du mouvement ouvrier au niveau d'une mobilisation de sa base, ceci bien qu'un grand nombre de femmes syndiquées soient venues aux rassemblements. Dans son orientation, l'OCAC s'efforce clairement de gagner le soutien du mouvement ouvrier, et les principaux leaders syndicaux sont intervenus à tous les rassemblements.

Les membres du NPD, ont également apporté leur soutien. En juillet, au cours du congrès fédéral de ce parti, une résolution condamnant les accusations portées contre le Dr. Morgentaler ainsi que l'opération menée contre la clinique de Winnipeg a été votée. Le Manitoba est la seule province du Canada à avoir un gouvernement NPD. Bien que le parti

se soit prononcé pour le libre choix des femmes, la politique de ses dirigeants n'est pas favorable à l'abrogation de la loi contre l'avortement. Cependant, le comité des femmes du NPD s'est beaucoup battu pour le soutien à la clinique, et il y a une lutte très dure à ce sujet à l'intérieur du parti. Le dirigeant du NPD de l'Ontario, Bob Rae, est intervenu au cours du rassemblement qui a suivi la descente de police à la clinique de Toronto, et cela a représenté une grande victoire pour l'OCAC.

LE DÉBAT POLITIQUE DANS LE NPD : POUR LE LIBRE CHOIX, MAIS AUSSI POUR LE RESPECT DES LOIS

Ce débat pose, à l'intérieur du NPD, d'importantes questions politiques, telle que celle de savoir si le NPD doit soutenir des actions illégales. Les dirigeants soutiennent que non, tandis que les militants, et particulièrement les militants syndicaux, font remarquer que le mouvement ouvrier n'existerait pas si certaines lois n'avaient pas été brisées par la mobilisation, qu'il est souvent nécessaire de casser des lois injustes pour les changer, et qu'il faut soutenir les mouvements sociaux sur toutes ces questions.

Bien que le gouvernement NPD du Manitoba soit directement responsable du harcèlement policier et de la fermeture de la clinique de Winnipeg, l'opposition organisée à l'intérieur du parti y a été moins forte que dans l'Ontario. Il aurait été possible, pour le gouvernement du Manitoba, d'accorder, dans les limites des lois existantes, un statut d'hôpital à la clinique, mais il ne l'a pas fait.

Le prochain stade de la mobilisation pour le droit à l'avortement doit être une large campagne nationale coordonnée. Une coordination régulière existe déjà entre les provinces de la Colombie britannique, du Saskatchewan, du Manitoba et de l'Ontario, qui ont du matériel de propagande et des revendications communes et centrent leurs activités et leur propagande sur les cas test des cliniques de Toronto et de Winnipeg.

La journée d'action prévue pour le 1er octobre, centrée sur le libre choix en matière d'avortement, constituera la prochaine initiative organisée par le mouvement. Elle mettra en avant les revendications suivantes : droit des femmes à choisir librement, retrait de la loi sur l'avortement du Code criminel, légalisation des cliniques d'avortement indépendantes. Des actions sont déjà prévues dans nombre de villes, dont Vancouver, Winnipeg, Toronto, Ottawa, Montréal, Halifax, etc. Les organisateurs reçoivent quotidiennement des informations concernant d'autres actions envisagées. Cette initiative sera la première action nationale sur l'avortement organisée par le mouvement des femmes depuis 1970.

La lutte pour gagner, défendre et étendre le droit à l'avortement a été, au niveau international, l'une des luttes principales du mouvement des femmes. L'ampleur du soutien dont bénéficie cette

campagne aujourd'hui au Canada montre combien grandes ont été les avancées pour gagner un soutien des masses en faveur des droits des femmes, tout au moins sur ce point précis.

UNE LUTTE TRES IMPORTANTE

Judy Rebick explique l'importance acquise par ce mouvement au Canada : « C'est la lutte la plus importante dans laquelle le mouvement des femmes s'est engagé depuis que j'y participe. (...) »

« En premier lieu, je pense que la question de l'avortement est une question vitale pour la libération des femmes. Les droits concernant le contrôle des fonctions reproductrices sont fondamentaux, car si nous ne pouvons pas contrôler le fait d'avoir ou non des enfants, cela signifie que nous ne contrôlons pas nos propres vies, cela même dans le cadre d'une société capitaliste. Un contrôle des naissances totalement sûr, universel, apparaît clairement comme la meilleure solution, mais dans la mesure où celui-ci n'existe pas, il nous faut avoir la possibilité d'avorter.

« L'attaque contre le droit à l'avortement n'est guère que le sommet de l'iceberg face à l'attaque contre les droits démocratiques à laquelle on assiste. Ce mouvement est à l'avant-scène de la lutte contre cette attaque plus générale qu'est la tentative, dans le contexte actuel de crise économique, de reprendre les droits que nous avons conquis. Grâce au soutien que nous avons gagné, nous sommes désormais en mesure de transformer ce qui était au départ une lutte défensive en une lutte offensive. Se battre pour l'ouverture de cliniques permet d'avancer vers la reconnaissance du droit des femmes à avorter.

« En second lieu, tout cela a des implications importantes pour la classe ouvrière en général, et pas seulement parce qu'elle est composée pour moitié de femmes. Jusqu'à présent, l'avortement n'est accessible qu'aux femmes qui ont de l'argent. Cette lutte est donc véritablement favorable aux femmes de la classe ouvrière, car ce sont précisément elles à qui, de fait, le droit d'avorter est dénié. Ainsi, dans un sens politique plus large, cette lutte pour les droits des femmes et les droits de l'homme en général, pour la défense des droits acquis, profite directement à la classe ouvrière dans sa totalité.

« En troisième lieu, il n'est pas très courant au Canada de voir un mouvement social indépendant du mouvement syndical s'affronter de cette manière au gouvernement. Notre mouvement a refusé de céder, en dépit des intimidations de toutes sortes : ouverture du courrier par la police, menaces de mort, descentes de police, menaces d'emprisonnement à vie.

« Notre lutte, telle qu'elle a été menée, peut servir d'inspiration au mouvement ouvrier, elle témoigne aussi du fait qu'il existe, à côté du mouvement ouvrier, d'autres secteurs qui, dans la société, sont prêts à lutter. L'alliance qui s'est mise en place entre le mouvement ouvrier et divers mouvements sociaux, en Colom-

bie britannique pour lutter contre sa législation antisyndicale sévère et les restrictions budgétaires marque un pas de plus dans ce sens. Et ici aussi, dans la lutte pour le droit à l'avortement, on voit le mouvement des femmes et le mouvement ouvrier se rejoindre sur une question objet de polémiques, une question qui n'est pas strictement reliée au monde du travail.

« En fin de compte, la campagne a abouti à unifier et politiser le mouvement des femmes. Il y a eu de nombreux débats durant toute l'année passée sur la stratégie et la tactique à adopter. Les femmes qui, il y a encore deux mois, me disaient :

« Je ne crois pas aux manifestations, elles n'ont aucun effet », ont pu voir comment, une semaine après notre manifestation, un juge déclarait : « Je ne veux pas faire de ces hommes des martyrs ; vu le climat social, je vais les relâcher. » Qui peut dire maintenant que les manifestations n'ont aucun effet ? Aujourd'hui, les effets en sont manifestes, à un point même rarement atteint, car il s'agit d'une question brûlante, qui a sur la population un impact absolument énorme. » ■

Penny DUGGAN
25 septembre 1983.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

TURQUIE

Nouvelle vague de grève de la faim des détenus

La seconde grande grève de la faim des détenus politiques dans les prisons turques a débuté le 2 septembre 1983 dans le pénitencier de Diyarbakir, la capitale du Nord-Kurdistan. Ce mouvement a été précédé par une grève de la faim de 2 500 prisonniers, qui a débuté en juillet dans quatre prisons de la ville d'Istanbul. Celle-ci avait duré 35 jours et avait finalement été écrasée suite à la répression organisée dans les prisons par les militaires, qui fit deux morts et de nombreux blessés.

Ces récentes grèves de la faim sont les premières protestations organisées par les prisonniers politiques afin de briser le mur du silence bâti par la dictature. Le fait que ces grèves de la faim aient été connues et aient eu un impact politique au niveau national et international apparaît comme le premier écho du développement d'un mouvement de défense des prisonniers organisé par leurs familles.

Ce sont les conditions de détention insupportables dans la prison de Diyarbakir qui ont déclenché l'actuel mouvement de protestation. C'est dans les prisons du Kurdistan que la dictature impose les conditions de détention les plus inhumaines. Tous les prisonniers sont tenus dans l'isolement le plus complet, et les passages à tabac font partie de la routine quotidienne. La plupart des prisonniers sont gravement malades et un grand nombre d'entre eux ont été estropiés. De plus, le jour où le mouvement a démarré, les familles qui manifestaient devant les quartiers généraux militaires ont été sévèrement agressées.

Les quelques deux cents prisonniers

qui sont à l'initiative du mouvement ont déclaré entamer une grève de la faim, jusqu'à la mort s'il le fallait. Très vite, 2 100 détenus les ont rejoint, pour manifester leur soutien.

Il y a également d'autres formes d'action visant à soutenir cette grève de la faim. Ainsi, quand des groupes de prisonniers politiques faisant l'objet d'une inculpation collective passent en procès, ils déclarent simplement qu'une grève de la faim est en cours et qu'ils refusent de participer au procès. Ils sont en général expulsés du tribunal avec une extrême brutalité.

Le succès de ce mouvement de protestation désespéré des prisonniers kurdes dépend essentiellement de la solidarité internationale, dans la mesure où la junte se montre aujourd'hui très sensible à la pression de l'opinion publique internationale. Même une petite victoire peut avoir des effets extrêmement importants pour arrêter le rouleau compresseur de la répression qui menace la vie de dizaines de milliers de prisonniers politiques. Les messages de soutien aux grévistes de la faim doivent être envoyés à l'adresse suivante : Général Kenan Evren, président de la République, Ankara, Turquie. ■

ISRAEL

Solidarité avec les soldats israéliens réprimés

Nous publions ci-après un communiqué du Bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section israélienne de la IVe Internationale, appelant à la solidarité avec les militants antisionistes qui sont réprimés pour avoir refusé d'aller servir dans l'armée israélienne au Liban ou dans les territoires occupés. Pour une meilleure compréhension de ce combat, et notamment de l'action des

militants regroupés dans l'organisation Yesh Gvoul (« Il y a une limite »), nous renvoyons nos lecteurs au numéro 155 d'Inprecor, du 18 juillet 1983, dans lequel nous avons publié, sous le titre « L'armée, force et faiblesse de l'Etat sioniste », un entretien avec des militants antisionistes dans l'armée israélienne.

L'armée israélienne s'apprête à passer son second hiver au Liban. Après les massacres, c'est l'embourbement et l'impossibilité pour le gouvernement israélien de retirer ses troupes sans perdre complètement la face.

Plus la guerre se prolonge et plus elle perd le peu de popularité qu'elle avait encore au sein de la population israélienne. Dans toutes les unités, des soldats désertent ou refusent de se présenter, afin de ne pas risquer de mourir pour une guerre « qui n'est pas la nôtre ». Parmi eux et à leur tête, les militants de Yesh Gvoul (« Il y a une limite »), qui, dès le début de la guerre, ont exprimé leur refus de participer à une aventure aussi criminelle qu'irréaliste.

Notre camarade Yigal Vega, 31 ans, père de deux enfants et ouvrier de la métallurgie, est le 90e soldat à avoir été condamné à une peine de prison pour refus de rejoindre son unité. Il a été condamné à 35 jours d'arrêt dans la prison militaire numéro 6. Ces 35 jours risquent d'être renouvelés indéfiniment par le biais d'un nouveau décret autorisant les autorités militaires à reconvoquer immédiatement tout soldat qui a fait de la prison pour insoumission territoriale (refus de servir au Liban ou dans les territoires occupés), et ainsi de suite.

Le seul moyen d'empêcher les autorités militaires israéliennes de condamner les insoumis du Liban à la prison illimitée est qu'un large mouvement de solidarité, local et international, se développe. En ce sens, le cas d'Ygal est un test pour l'ensemble du mouvement de soldats.

Nous appelons toutes les sections de la IVe Internationale à mobiliser leurs militants et les forces démocratiques dans leurs pays respectifs en solidarité avec Ygal Vega et les insoumis de Yesh Gvoul, à organiser des piquets devant les ambassades israéliennes, et à envoyer des télégrammes demandant leur libération à l'adresse suivante : M. Moshe Arens, Ministère de la Défense, Hakiriya, Tel Aviv, avec une copie à : Yesh Gvoul, B.P. 4172, Tel Aviv.

Bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (Israël)
Tel Aviv, 1er septembre 1983.



PHILIPPINES

Solidarité avec les luttes populaires! A bas la dictature du clan Marcos!

Déclaration du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale du 25 septembre 1983

Nous publions ci-après une déclaration du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale, adoptée en date du 25 septembre 1983.

Après l'assassinat de l'ex-sénateur Benigno Aquino, les forces gouvernementales ont violemment réprimé plusieurs manifestations d'opposition, faisant une douzaine de morts. Aujourd'hui, le président Ferdinand Marcos parle de rétablir la loi martiale qu'il avait imposée au pays en 1972 et formellement levée il y a deux ans. Face à d'immenses mobilisations populaires exigeant la démission du gouvernement et le châtiement des vrais coupables de l'assassinat, le régime répond par la répression et les menaces.

Le régime Marcos est ébranlé par une crise sociale et économique profonde, l'extension des mouvements sociaux et des luttes de masse, le renforcement de la guérilla dirigée par le Parti communiste, la résistance opiniâtre du Front national de libération Moro et des populations du sud de l'archipel, la désaffection des couches moyennes et les divisions au sein de la bourgeoisie philippine, et un isolement croissant dans l'opinion publique internationale. Depuis plus de dix ans, ce régime est responsable de la militarisation croissante du pays, avec son cortège d'exactions et de massacres contre la population ; les arrestations arbitraires, la multiplication des « disparitions » et l'usage de la torture ; les coups de main terroristes des groupes paramilitaires. Mais la répression n'a pas réussi à juguler le renforcement des luttes populaires. Le Parti communiste des Philippines joue — avec la Nouvelle armée du peuple et le Front national démocratique — un rôle important dans la direction et l'élargissement de ces luttes.

Les combats démocratiques et révolutionnaires aux Philippines sont entrés dans une période cruciale. Or, le régime bénéficie de la puissance de l'armée et du soutien direct des Etats-Unis, qui ont établi dans l'archipel certaines de leurs principales bases militaires. Les Philippines occupent, tout spécialement depuis la défaite de l'impérialisme américain en Indochine, une place clef en ce qui concerne le déploiement des forces aéronavales US dans le Pacifique et l'océan Indien. De tous les régimes membres de l'Association des nations de l'Asie du sud-est (ASEAN), c'est le plus proche et le plus dépendant de Washington. Les richesses du pays sont par ailleurs mises en coupe réglée par les capitaux impérialistes, avant tout américains et japonais, et par le clan Marcos et ses proches. La lutte démocratique contre la dictature Marcos est aussi une lutte sociale et un combat anti-impérialiste menés par les couches laborieuses et opprimées.

L'enjeu des luttes en cours aux Philippines est considérable, non seulement pour les peuples de l'archipel, mais aussi pour l'avenir des luttes révolutionnaires dans la région et des combats anti-impérialistes dans le monde. La solidarité internationale des forces démocratiques, progressistes et révolutionnaires doit se manifester activement. Le Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale appelle à l'élargissement et au renforcement du mouvement de solidarité avec le combat contre la dictature Marcos soutenue par les USA. Face au régime Marcos et à la puissance américaine, les peuples de l'archipel ne doivent pas rester isolés !

Secrétariat unifié (SU)
de la IVe Internationale,
25 septembre 1983.

QUATRIEME INTERNATIONALE JUIN-JUILLET-AOÛT 1983

EDITORIAL :	
Contre les menaces impérialistes, organisons la solidarité avec la révolution en Amérique centrale	3
Zbigniew M. Kowalewski - La ligne des usines	11
Syndicats et conseils en Italie	39
Daniel Bensaïd — Révolution permanente et révolution par étapes en Amérique latine : l'autocritique timorée de Jorge Handal	59
Philippe Andréa — Lénine et la jeunesse	75
Philippe Andréa — Le mouvement trotskyste et la jeunesse dans l'entre-deux guerres	83
Jacques Kergoat — Le Parti socialiste français aujourd'hui	97

Les bureaucrates contre les militants du KOR

RIEN ne témoigne de façon plus manifeste la continuité entre l'actuel gouvernement polonais du général Jaruzelski et ceux de Gierek de la décennie précédente que les procès intentés aux militants de l'ex-Comité d'autodéfense sociale (KOR). Celui de quatre d'entre eux — Jacek Kuron, Adam Michnik, Zbigniew Romaszewski et Henryk Wujec — va s'ouvrir dans quelques jours, si l'on en croit le porte-parole du gouvernement.

Les quatre accusés ont été parmi ceux qui, les premiers, se sont élevés contre l'arbitraire bureaucratique, lorsque après les grèves de juin 1976, la répression s'est abattue sur les travailleurs de Radom, Ursus, Plock et d'autres villes de Pologne. Ils ont alors participé à la mise en place d'un réseau d'aide aux familles des ouvriers réprimés qui allait donner naissance au KOR. C'est grâce à leur action que les grévistes, dont certains avaient été condamnés à des peines allant jusqu'à dix ans de prison, ont été finalement libérés à la faveur d'une amnistie octroyée en été 1977. Pour la première fois, la bureaucratie polonaise était amenée à reculer devant la pression sociale que l'action du KOR avait favorisée.

A la suite de cette première victoire, le KOR va diversifier son activité. C'est alors qu'apparaît, en septembre 1977, le bulletin *Robotnik* (l'Ouvrier), et qu'est fondé le Bureau d'intervention du KOR. *Robotnik*, qu'anime alors, entre autres, Henryk Wujec, permettra un large échange d'expériences entre travailleurs, brisant leur isolement et conduisant à l'apparition dans les usines de groupes d'ouvriers organisés, dont certains apparaîtront ouvertement en tant que comités constitutifs de syndicats libres. Le Bureau d'intervention, animé par Zbigniew et Zofia Romaszewski, s'attellera, quant à lui, à procurer aide juridique et matérielle à tous ceux qui ont été victimes de l'arbitraire, jouant en Pologne un rôle semblable à celui du Comité de défense des personnes injustement poursuivies (VONS) tchécoslovaque.

Parallèlement à ces deux initiatives naîtront alors diverses revues et éditions indépendantes, au sein desquelles Adam Michnik, par ailleurs animateur de l'Université volante (qui donnait des cours militants, en toute indépendance par rapport à l'enseignement gouvernemental), jouera un rôle clé.

Dès l'éclatement des premières grèves en juillet 1980, les militants du KOR mettront en place une « banque d'informations », dont l'activité permettra de surmonter l'isolement des entreprises en grève tout en faisant connaître le mouvement, au jour le jour, aux travailleurs du monde entier. Le standard téléphonique établi dans l'appartement de Jacek Kuron fonctionnera ainsi jusqu'à l'arrestation, le 20 août, de dix-huit militants du KOR. Ils seront tous relâchés après la signature des accords de Gdansk, le 31 août, à la demande expresse des grévistes du chantier Lénine.

Quelles qu'aient pu être ses faiblesses, le KOR a joué un rôle dans l'émergence d'un mouvement ouvrier indépendant en Pologne, et c'est bien cela que la bureaucratie entend faire payer aux militants du KOR aujourd'hui.

Après la fondation de Solidarité, les militants du KOR se sont activement engagés dans la construction du syndicat indépendant, soit comme experts — tels Jacek Kuron ou Adam Michnik —, soit comme membres des directions syndicales dans leurs régions (Wujec et Romaszewski étaient membres de la direction de Solidarité de la région de Varsovie, ce dernier étant par ailleurs élu à la Commission nationale du syndicat lors de son 1er Congrès).

zewski étaient membres de la direction de Solidarité de la région de Varsovie, ce dernier étant par ailleurs élu à la Commission nationale du syndicat lors de son 1er Congrès).

Au sein de Solidarité, ils se sont toujours prononcés pour la recherche d'un compromis avec le pouvoir en place, qu'ils considéraient comme une garantie face au danger de l'intervention soviétique. Partisans de l'« autolimitation » de Solidarité, ils ont contribué à propager l'illusion d'une stabilisation à long terme des rapports de forces issus de la victoire de Gdansk, illusion qu'ils allaient payer immédiatement lors du coup de force du 13 décembre 1981.

Romaszewski fut le seul parmi eux à échapper alors à l'arrestation. Il participa à la mise en place de Radio Solidarité à Varsovie, et se prononça, au printemps 1982, pour la préparation de la grève générale. Jacek Kuron, interné au camp de Bialoleka, avait également réussi à faire passer des textes allant dans ce sens. Romaszewski, arrêté fin août 1982, a été condamné à quatre ans et demi de prison pour son action au sein de la résistance.

Accusés d'avoir tenté de renverser le régime par la force — ce qui, à la lumière de leurs prises de position durant les quatorze mois d'existence légale de Solidarité est absurde —, ils risquent d'être condamnés à des peines allant de cinq ans de prison à la mort. A travers eux, c'est Solidarité tout entier qui sera jugé, car ils incarnent tant la « préhistoire » que l'histoire tout court, eux qui furent au nombre des dirigeants syndicaux de premier plan. Face à ce procès, une action de solidarité de l'ensemble du mouvement ouvrier international s'impose, dans l'unité la plus large. Nous en serons. ■

Cyril SMUGA,
28 septembre 1983.



Répression d'une manifestation à Wrocław. (DR)